

Boîte à outils pour l'intégration de l'approche genre dans les projets de droits humains

2019-2020

Elaborée par Diego Armando Uchuypoma Soria
Avec l'appui de Yasmina Boumaza et de Claire De Grave-Basset
Terre des Hommes France

AVEC LA PARTICIPATION ACTIVE DES ORGANISATIONS PARTENAIRES :



Traducción realizada con el apoyo de



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PARTIE 1 : STRATEGIES ET BONNES PRATIQUES POUR L'INTEGRATION DU GENRE DANS LES ACTIVITES DES PROJETS.....	5
FICHE 1 COMMENT FACILITER LA PARTICIPATION DES FEMMES (ADOLESCENTES, JEUNES ET ADULTES) AUX ACTIVITES DU PROJET (N'AYANT PAS NECESSAIREMENT DES OBJECTIFS DE GENRE) ?	6
FICHE 2 COMMENT CONVOQUER LES ADOLESCENT·E·S ET LES JEUNES, FEMMES ET HOMMES POUR TRAVAILLER SUR L'EGALITE DE GENRE ?.....	9
FICHE 3 COMMENT SENSIBILISER LES ADOLESCENT·E·S ET LES JEUNES (F/H), FEMMES ET HOMMES A TRAVAILLER SUR L'EGALITE DE GENRE ?.....	12
FICHE 4 COMMENT REALISER DES FORMATIONS POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE ?	14
FICHE 5 COMMENT S'ORGANISER OU ORGANISER DES GROUPES AVEC UN PUBLIC DIVERS POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE ?	17
FICHE 6 COMMENT MOBILISER POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE DANS LES POLITIQUES, INSTITUTIONS OU ORGANISATIONS ?.....	19
PARTIE 2 : STRATEGIES ET BONNES PRATIQUES POUR INTEGRER L'APPROCHE GENRE SELON DIVERSES THEMATIQUES.....	22
FICHE 7 VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, JEUNES ET ADULTES	23
FICHE 8 ENFANTS, ADOLESCENT·E·S ET JEUNES (H/F) CONTRE LES INEGALITES ET LA VIOLENCE DE GENRE ...	26
FICHE 9 MASCULINITES	28
FICHE 10 INTERCULTURALITE ET GENRE	30
FICHE 11 PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES, JEUNES ET ADULTES	32
FICHE 12 EGALITE DE GENRE DANS LE SYSTEME EDUCATIF	34
PARTIE 3 : OUTILS DE GESTION DE PROJET POUR RENFORCER L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE	36
FICHE 13 LISTE DE VERIFICATION POUR L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS.....	37
FICHE 14 INDICATEURS DE GENRE DANS LES PROJETS DE DROITS HUMAINS.....	40
FICHE 15 COMMUNICATION AVEC UNE APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS	43
FICHE 16 INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LA PREPARATION D'UN BUDGET	45
FICHE 17 CADRE CONCEPTUEL GENERAL.....	47
FICHE 18 INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX.....	49
FICHE 19 LISTE DE RESSOURCES SUR L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS DE DROITS HUMAINS.....	51

INTRODUCTION

Présentation

L'autonomie des acteurs locaux est l'une des priorités de Terre des Hommes France. Plus qu'un soutien ou un accompagnement « simple », l'organisation collabore au niveau international, d'égal à égal, avec les partenaires locaux, dans le but de former et d'accompagner les vulnérables afin qu'elles puissent défendre leurs droits. Les actions de Terre des Hommes France s'inscrivent dans une logique d'échange de connaissances pour l'accès aux droits et pour renforcer la cohésion sociale. Son rôle n'est pas d'offrir des services mais de promouvoir une action coordonnée et partagée entre les partenaires et d'autres acteurs politiques et sociaux.

Lors de la rencontre d'échange des expériences et de renforcement des capacités avec les partenaires de Terre des Hommes France à Saint-Denis (France) en 2017, les capacités ont été consolidées sur de nombreux thèmes grâce à une méthodologie « entre pairs », en particulier l'intégration de l'approche genre dans les projets. Les partenaires ont souligné le besoin de multiplier les échanges entre eux, notamment concernant les stratégies développées sur leurs projets en Amérique Latine, en Asie et en Afrique.

Compte tenu de ces suggestions, Terre des Hommes France a décidé de poursuivre son travail de renforcement des capacités avec ses partenaires à partir de la construction participative d'une boîte à outils avec des fiches stratégiques et de bonnes pratiques pour l'intégration de l'approche genre dans les projets de droits humains. Ce travail ne consistait pas à faire une évaluation des projets, mais à analyser les expériences de travail et à valoriser les stratégies et les bonnes pratiques des différents partenaires sur ce thème.

Terre des Hommes France reconnaît le besoin de renforcer la défense des droits humains en luttant contre les inégalités de genre présentes au niveau mondial. C'est ainsi que, conformément à l'Objectif de Développement Durable numéro 5¹, pour promouvoir l'égalité des genres, Terre des Hommes France présente ce document pour mettre en évidence les stratégies développées par ses partenaires et ceux de Terre des Hommes Suisse dans leurs projets réalisés sur divers sujets, avec différentes populations et dans différents contextes.

Cette boîte à outils, développée de manière participative avec 22 partenaires, ne cherche pas à imposer un cadre conceptuel ou méthodologique sur la manière d'aborder les inégalités de genre. Pour de nombreux partenaires, ces inégalités sont traitées en tant que « violence machiste », « violations de droits » ou « patriarcat », sans utiliser le terme de « genre » dans leur travail. L'utilisation de ces concepts a été respectée dans les fiches de bonnes pratiques et le terme « genre » a été utilisé de manière générale dans tout le document. Cette boîte à outils ne montre pas non plus toutes les actions des partenaires en raison des contraintes de temps et de ressources financières pour leur capitalisation et analyse, cependant, elle présente certaines de ses stratégies et bonnes pratiques et les met à la disposition de la société civile.

Objectif

Cette boîte à outils a pour objectif de partager, de diffuser et de renforcer les expériences d'intégration de l'approche genre dans les projets de droits humains des partenaires de Terre des Hommes France et de Terre des Hommes Suisse en Amérique Latine, en Afrique et en Asie.

¹ En savoir plus sur cet objectif inclus dans le Programme 2030 sur le Développement Durable, de l'Organisation des Nations Unies. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/es/gender-equality/>

Méthodologie

Cette boîte à outils contient 19 fiches divisées en trois parties :

1. une première partie, sur la manière d'**intégrer l'approche genre en fonction des types d'activités au sein de chaque projet**,
2. une deuxième partie, sur la manière d'**intégrer l'approche genre selon différentes thématiques** et,
3. une troisième partie, avec des **outils de gestion de projet pour renforcer l'intégration de l'approche genre** dans le travail de chaque organisation.

Dans les deux premières parties, les fiches sont divisées en deux sections. Chaque fiche contient, dans sa première section, la synthèse générale des stratégies des partenaires pour intégrer l'approche genre dans ses projets. Puis une deuxième section, présentant des cas de bonnes pratiques d'intégration de l'approche genre dans les projets des partenaires de Terre des Hommes France et de Terre des Hommes Suisse.

Le document a été établi à partir d'un travail participatif avec 22 partenaires de Terre des Hommes France et de Terre des Hommes Suisse. Le travail a été divisé en trois étapes et a été établi en trois langues : français, anglais et espagnol. Avant de commencer l'élaboration de la boîte à outils, chaque partenaire a été contacté (Terre des Hommes France) ou les coordinateurs pays (Terre des Hommes Suisse) pour leur présenter la proposition de travail, sa méthodologie et le calendrier des activités.

1. La première étape a consisté à examiner les documents pertinents des projets de chaque partenaire, y compris les profils de projet, les rapports de suivi et d'évaluation, les communiqués de presse ou le matériel audiovisuel sur leurs activités. Cette révision a permis d'identifier quelques stratégies et bonnes pratiques développées par les partenaires pour l'intégration de l'approche genre.
2. La seconde partie a consisté à préparer et envoyer un questionnaire personnalisé à chaque partenaire afin d'en savoir plus sur leurs stratégies et expériences d'intégration de l'approche genre dans leurs projets. Cette information a été capitalisée et organisée pour réaliser les fiches de la première et de la seconde partie de la boîte à outils.
3. Pour finir, la troisième partie a consisté à valider le contenu des fiches avec chaque partenaire et les équipes de Terre des Hommes France et de Terre des Hommes Suisse.

Remerciements

Cette boîte à outils est le résultat de l'effort et du temps que les partenaires de Terre des Hommes France et de Terre des Hommes Suisse y ont dédié, ainsi que les équipes techniques de chaque organisation (responsables de programmes, responsables de projets et coordinateurs pays). Le résultat de ce processus participatif se reflète dans le contenu de chaque fiche de ce document, dans lesquelles les partenaires ont apporté des informations, examiné et analysé leurs expériences, stratégies et outils sur la façon dont ils font face aux inégalités et comment ce travail contribue à l'exercice et à la protection des droits humains.

PARTIE 1 : STRATEGIES ET BONNES PRATIQUES POUR L'INTEGRATION DU GENRE DANS LES ACTIVITES DES PROJETS

FICHE 1

COMMENT FACILITER LA PARTICIPATION DES FEMMES (ADOLESCENTES, JEUNES ET ADULTES) AUX ACTIVITES DU PROJET (N'AYANT PAS NECESSAIREMENT DES OBJECTIFS DE GENRE) ?

1. LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROJETS

Dès la formulation du projet, il est important d'intégrer un quota minimum de participation des femmes (adolescentes, jeunes et adultes) aux activités. Augmenter cette participation reste un défi tout comme l'amélioration de la qualité de cette participation. Dans de nombreux cas, la participation des femmes aux projets a des limitations (surcharge de responsabilités familiales, distances de transport, sécurité des lieux, taux d'analphabétisme élevés, entre autres) et n'est pas activement développée.

L'augmentation de la participation des femmes aux projets peut augmenter la promotion de relations égales et non violentes entre femmes et hommes. Il est donc important de partager les expériences et les bonnes pratiques sur la façon de faciliter la participation des femmes aux activités du projet, au-delà d'inclure ou non des objectifs ou des indicateurs de genre.

2. BONNES PRATIQUES POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROJETS

Prendre en compte les éléments suivants pour faciliter la participation des femmes aux activités du projet (qui n'inclut pas nécessairement des objectifs ou des indicateurs de genre) :



Diagnostic

• **Réaliser un diagnostic** qui permet d'identifier les inégalités de genre et qui prend en compte le contexte socioculturel dans lequel le projet va se développer.

• **Un bon diagnostic fournira les informations sur le public du projet.** Il permet d'identifier les structures des autorités locales ou communales, d'analyser l'influence de la religion dans le développement du thème, les formes de coexistence quotidienne du public, d'adapter les concepts et les réglementations en fonction du profil du public, de tenir compte de la disponibilité et de l'accès au lieu où se déroulent les activités.

Par exemple :

- Au Guatemala, la collecte des informations sur le public a permis de savoir que le concept de « complémentarité » est utilisé dans la vision du monde maya dans les tâches assignées aux hommes et aux femmes. Ce concept est utilisé pour aborder les inégalités des femmes mayas, leurs causes et conséquences, et chercher des solutions à cette situation.

S'appuyer sur les organisations locales

• **Tirer profit de l'expérience positive des organisations locales** qui permet au projet d'avoir une légitimité auprès du public quant à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus. Cela permet également d'avoir les informations sur le public, ses intérêts et ses principaux problèmes.

Par exemple :

- En Colombie, les organisations locales ont spécifié que lorsque les femmes organisaient une activité pour elles, elles devaient inviter une autorité communale ou locale (généralement des hommes) pour légitimer leurs actions ou pour les protéger pour accéder au lieu de l'activité. Cette information a été utilisée dans le projet.

Convocation

Convocation fermée, qui peut être mixte ou pas, selon les groupes d'âges ou l'appartenance ethnique, en utilisant les structures et les autorités préalablement déterminées.

Convocation ouverte, en utilisant la reconnaissance de l'organisation, avec des messages clairs et directs sur les avantages du projet, en menant des activités de sensibilisation (événements culturels ou récréatifs) pour mettre en évidence le problème et ses conséquences.

Par exemple :

- En Inde, la convocation ouverte a été accompagnée de représentations théâtrales dans chaque village.

- Au Pérou, des ateliers ont été organisés avec des femmes la veille des assemblées afin qu'elles préparent leurs propositions. Cette action a permis une participation active des femmes pendant les assemblées.

- En Tunisie, des personnes connues des participants de la région ont été mobilisées pour convoquer et sensibiliser (après avoir été formées à cet effet).

Logistique

Considérer les activités quotidiennes des femmes pour connaître leur **disponibilité** pour participer au projet.

- Considérer l'**accessibilité et la sécurité des lieux** où se déroulent les activités du projet. Prévoir **plus de temps pour le transport** jusqu'au lieu d'activité et les **frais de transport**.
- Examiner si la mobilisation pour les activités du projet peut mettre les **femmes en danger**.
- Envisager le recours aux **traducteurs/trices** pour faciliter la participation aux activités du projet.
- Prendre en compte qu'un **grand nombre de femmes assistent** aux activités **avec leurs enfants**, il faut donc prévoir nourriture, billets et hébergement supplémentaires. Dans certains cas, elles sont **accompagnées de leurs époux ou pères**.

Par exemple :

- En Colombie, une garderie a été mise en place pendant les activités du projet, avec des jeunes des communautés, afin que les femmes puissent assister avec leurs enfants.
- Au Pérou, la participation de traductrices aux activités a été encouragée car les traducteurs ne donnaient pas les informations précises et claires sur certains sujets sensibles au genre, tels que la violence familiale.
- Au Guatemala, de nouvelles activités de deux jours sont prévues car le transport depuis les communautés peut prendre plusieurs heures par jour.

Thèmes

- Développer des activités qui répondent, dans leur contenu, aux intérêts et aux **revendications des femmes** identifiées dans le diagnostic ou lors de l'expérience préalable à l'organisation.
- Proposer les thèmes sur la base de leurs **avantages collectifs** et non exclusifs des femmes.

Par exemple :

- De nombreuses femmes souhaitent travailler sur la prévention et la répression de la violence physique et sexuelle, l'autonomie économique et la participation politique.
- Aborder la violence de genre peut avoir des effets positifs sur les familles, communautés et organisations.

FICHE 2

COMMENT CONVOQUER LES ADOLESCENT·E·S ET LES JEUNES, FEMMES ET HOMMES POUR TRAVAILLER SUR L'ÉGALITÉ DE GENRE ?

1. EN TIRANT PROFIT DES REACTIONS POSITIVES ET EN REDUISANT LES REACTIONS NEGATIVES

Les réactions positives et négatives des adolescent·e·s, des jeunes, des femmes et des hommes pour travailler sur ce thème sont les suivantes :

Jeunes et adolescent·e·s (F/H)

- **Curiosités et attente** pour améliorer leurs relations interpersonnelles.
- Contrairement aux personnes adultes, les jeunes sont généralement **plus disposés/ées aux nouvelles idées ou aux relations**

Hommes

- Certains sont **plus réticents** aux discussions sur les relations inégales avec les femmes.
- Certains manifestent de l'**intérêt** pour les avantages de l'amélioration du **bien-être de leurs familles et de leurs communautés**.

Femmes

- **Intérêt** pour l'amélioration des relations dans leurs familles et communautés.
- **Intérêt** pour prévenir la violence contre les femmes jeunes, adolescentes et enfants.
- **Désintérêt** pour travailler sur un modèle urbain ou "occidental".

Tandis que les adolescent·e·s et jeunes (h/f) sont moins résistants et manifestent de la curiosité ou des attentes pour améliorer leurs relations interpersonnelles, les adultes hommes sont plus réticents à discuter des inégalités à l'égard des femmes. Cependant, il y a aussi des cas où les hommes sont plus disposés à travailler sur le sujet s'il y a des avantages communs. Les femmes manifestent de l'intérêt pour améliorer leurs relations et prévenir la violence contre les filles, les adolescentes et les jeunes.

Ces résultats montrent l'importance de déterminer une bonne stratégie pour mobiliser et sensibiliser des publics divers afin de travailler sur l'égalité de genre.

2. DETERMINER UNE BONNE STRATEGIE POUR MOBILISER ET SENSIBILISER DES PUBLICS DIVERS AFIN DE TRAVAILLER SUR L'EGALITE DE GENRE

Ci-après certains des principaux éléments à considérer pour réaliser une bonne stratégie de mobilisation de publics divers (enfants, adolescent·e·s, jeunes, femmes et hommes) :

Convocation fermée

- Profiter des structures et autorités existantes, quand il s'agit de travailler dans une école ou avec une organisation locale, par exemple.
- Encourager les femmes et les jeunes ou les hommes qui ont déjà participé au projet à inviter leurs proches ou voisins.
- Proposer des espaces mixtes ou non mixtes selon les thèmes ou moments du projet.

Contextualisation

- Adapter le contexte culturel, par exemple, considérer les idées religieuses ou les autorités locales.
- Tenir compte du contexte géographique et des modes de vie du public.
- Adapter le message, par exemple, ne pas utiliser « égalité des sexes », s'il génère un rejet ou utiliser « droits » s'il génère de l'intérêt.
- Adapter des activités en fonction du public, les jeunes s'intéressent à l'art et au sport

Approche relationnelle

- Proposer les avantages de l'amélioration des relations interpersonnelles, au niveau familial, communal ou organisationnel.
- Inclure les avantages au niveau politique (défense de droits humains) et économique.

Respect des processus

- Proposer des objectifs pertinents, à différents niveaux et moments.
- Les changements dans les relations de genre peuvent se produire à court, moyen et long terme.

3. BONNES PRATIQUES POUR MOBILISER DES PUBLICS DIVERS POUR TRAVAILLER SUR L'ÉGALITÉ DE GENRE ET LES NOUVELLES MASCULINITÉS



Femmes Dalits pour l'accès à la terre en Inde

Dans les zones rurales de Tamil Nadul (Inde), les femmes dalits accomplissent un nombre d'heures de travail agricole supérieur à celui des hommes, cependant, leurs salaires sont inférieurs. De plus, beaucoup d'entre elles ne participent pas aux réunions communautaires pendant lesquelles sont prises des décisions collectives.

C'est pourquoi, **IRDS** a décidé d'impliquer les femmes dalits dans ses actions de récupération des terres panchami. Ses stratégies de convocation ont été les suivantes :

- Des conversations ont été organisées dans les villages pour montrer les avantages de l'implication des femmes.
- Des représentations théâtrales de jeunes (h/f) ont été organisées pour transmettre le message.
- Les supports de sensibilisation ont été adaptés aux langues utilisées par la majorité des femmes.
- Le travail a été fait avec des adolescent·e-s et jeunes (h/f), qui manifestaient le plus d'intérêt à changer cette situation.
- Des visites ont été effectuées dans chaque famille pour discuter des problèmes familiaux ou communautaires liés aux inégalités entre hommes et femmes.
- Les avantages collectifs de l'amélioration de la situation des femmes ont été exposés.

En Colombie, les femmes subissent des violences physiques par des hommes quelque soient les classes sociales, groupes ethniques et âges.

C'est pourquoi, Taller Abierto a décidé d'œuvrer aux côtés d'hommes et de jeunes pour promouvoir les nouvelles masculinités qui permettent des relations moins violentes et inégales avec les femmes. Ses stratégies de convocation ont été les suivantes :

- Les époux, fils et voisins des femmes qui avaient déjà eu une expérience de projet avec **Taller Abierto** ont été convoqués. La convocation a été verbale, personnalisée et directe.
- L'idée a été de travailler dans des espaces non mixtes sur des sujets déterminés tels que la vie familiale et les rôles masculins ou la prévention des IST et du VIH-SIDA. Cependant, l'échange avec les femmes a été encouragé pour se reconnaître et se valoriser dans les différences avec elles.
- L'idée a été d'utiliser une approche relationnelle qui permette d'améliorer le bien-être des familles et de la communauté.
- L'idée a été de travailler sur la base de leurs intérêts et de leurs revendications sur le thème. Eux ont choisi, par exemple, la santé sexuelle et reproductive, la vie de famille et l'égalité des sexes.
- Des alliances ont été conclues avec des organisations afro-colombiennes, de femmes et de jeunes pour sensibiliser leurs membres.



Hommes promouvant les droits et la paix en Colombie

FICHE 3

COMMENT SENSIBILISER LES ADOLESCENT·E·S ET LES JEUNES (F/H), FEMMES ET HOMMES A TRAVAILLER SUR L'EGALITE DE GENRE ?

1. ELEMENTS EVALUES DANS LES ACTIVITES DE SENSIBILISATION A L'EGALITE DE GENRE

• Construire un message qui confronte des idées fausses sur le thème comme « une revanche des femmes » ou des « femmes contre les hommes ».

Mythes et résistances



• Considérer que changer d'attitudes sur le sujet peut prendre du temps et qu'il faut donc sensibiliser en permanence.

Temps et continuité



• Tout d'abord recueillir des informations sur les intérêts de chaque public sur le sujet pour identifier les réactions possibles.

Intérêts différenciés



• Proposer les avantages qu'il existe à améliorer les relations entre hommes et femmes dans la famille, les garçons/filles, la communauté ou les organisations.

Approche relationnelle



• Identifier des éléments du contexte susceptibles d'avoir une influence sur le sujet, par exemple la religion ou la culture.

Contexte social et culturel



2. BONNES PRATIQUES DE SENSIBILISATION A L'EGALITE DE GENRE

Au Mali, le rôle de la femme est subordonné à celui des hommes en raison de nombreux facteurs comme la méconnaissance de leurs droits, certaines traditions religieuses et l'absence d'une législation efficace pour prévenir et sanctionner la violence de genre. C'est pourquoi, l'**Association pour les droits et le bien-être des familles (APSEF)** travaille pour les droits des femmes. Ses actions de sensibilisation ont été les suivantes :

- Des réunions de 45 minutes ont été organisées avec des jeunes, des adultes, hommes et femmes, dans chaque village. Des travaux sont réalisés en groupes non mixtes (en fonction du problème à traiter, si celui-ci peut générer une polarisation parmi les participants/tes), puis leurs avis sur les thèmes proposés par le/la facilitateur/trice sont exposés.
- La méthodologie de travail en groupes non mixtes et ensuite l'échange des expériences de forme mixte permet une reconnaissance des inégalités quotidiennes médiatisées par le/la facilitateur/trice et de sensibiliser tous les participants/tes.
- Des images ou vidéos sont utilisées pour permettre d'aborder certains thèmes ou de mettre en évidence les difficultés quotidiennes des femmes jeunes et adultes pour leur éducation, participation politique ou autres.
- Des manuels contenant des fiches pédagogiques sont utilisés pour aborder les rôles de genre avec des jeux pour se mettre dans la situation des femmes jeunes et adultes, la division du travail productif et au sein du foyer ou la prise de décision dans des communautés et des organisations locales.



Sensibiliser contre la violence de genre au Mali



Droits des femmes (jeunes et adultes) dans des régions rurales du Togo

Au Togo, dans les zones rurales, il y a différents obstacles à l'efficacité des droits des femmes : violence conjugale, décrochage scolaire, pauvreté, ignorance de leurs droits et la persistance de certaines pratiques traditionnelles qui vont à l'encontre de ces droits. C'est pourquoi, **Action Sud** a décidé d'œuvrer en faveur des droits des femmes dans les zones rurales. Ses actions de sensibilisation ont été les suivantes :

- Des diagnostics participatifs ont été faits sur les communautés et villages précédemment sélectionnés pour identifier les réactions et les principaux problèmes liés aux droits des femmes adultes et jeunes et à la perception de la population. Une sensibilisation de masse et spécifique a été réalisée auprès de femmes.

- Les actions et stratégies du projet ont été formulées à partir des résultats des diagnostics.

- Les responsables et les notables de chaque localité ont été rencontrés pour présenter le projet, ses objectifs et les résultats attendus. Ensuite, des visites ont été faites aux leaders d'opinion (chefs religieux ou traditionnels) dans chaque localité pour soutenir les droits des femmes ou au moins s'opposer à la question.

- Les chefs de chaque localité ont convoqué des réunions sur les places publiques pour présenter l'équipe du projet et échanger des opinions sur leurs intérêts et attentes. Des dates ont été négociées pour mener des actions de sensibilisation de masse dans chaque localité.

- Des sensibilisations spécifiques ont été menées auprès des femmes et deux dispositifs de protection des droits des femmes adultes (ASSIWA) et des jeunes femmes (ITENA) ont été mis en place dans chaque communauté sélectionnée. Ces dispositifs sont majoritairement composés de femmes, qui mènent des actions pour protéger leurs droits dans chaque communauté sélectionnée. Par exemple, avec des jeunes femmes sur l'éducation.

- Des activités de formation et de sensibilisation massive et des interventions spécifiques liées aux droits des adultes et des jeunes femmes ont été menées avec ASSIWA et ITENA dans leurs communautés et écoles. En outre, des alliés hommes ont été identifiés pour soutenir les activités des femmes. Le but était que les femmes s'approprient leurs droits et puissent ensuite répercuter leurs acquis dans leurs communautés, avec le soutien des chefs et des hommes alliés. Quant aux femmes, elles ont été formées sur leurs droits avec des manuels adaptés aux langues locales et selon une pédagogie participative d'échange d'expériences, en utilisant des images sur les rôles et les inégalités et des cas pratiques.

- Des réunions permanentes sont organisées avec les chefs de chaque communauté pour maintenir la confiance et la communication sur les actions et leurs résultats.

FICHE 4

COMMENT REALISER DES FORMATIONS POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE ?

1. RECOMMANDATIONS GENERALES

En plus des recommandations fournies dans les fiches 1, 2 et 3, il est recommandé de considérer les éléments suivants pour réaliser des formations (écoles, ateliers, cours) promouvant l'égalité de genre :

Mixité ou non mixité

Résultat :

- Les jeunes hommes/femmes préfèrent généralement travailler en groupes mixtes, entre hommes et femmes, du même âge.
- Les femmes (adolescentes, jeunes ou adultes) préfèrent travailler entre elles selon leur âge par peur de la moquerie, de l'absence d'écoute de leurs collègues, de l'ignorance des thèmes ou de la maîtrise de la langue officielle de chaque pays.
- La population autochtone préfère souvent éviter les divisions par sexe et par âge.

Recommandations :

1. Au début, travailler de manière non mixte, que ce soit avec des groupes de jeunes et de femmes. Ces espaces permettent de gagner la confiance et d'informer les participants/tes de façon sûre.
2. Ensuite, il est important de travailler dans un environnement mixte car cela permet de reconnaître les différences d'expériences, d'opinions et de favoriser le dialogue pour rechercher des solutions collectives. Il est recommandé de responsabiliser les femmes et d'identifier des alliés hommes dans cet espace mixte pour d'éventuelles répercussions de l'activité.
3. Il est important d'alterner des espaces mixtes et non mixtes tout au long du processus d'accompagnement.

Méthodologies et stratégies pédagogiques

Recommandations :

1. **Proposition** pédagogique psychosociale. Fournir un accompagnement et une orientation personnalisés à chaque participant permet de renforcer la confiance et la sécurité de façon permanente. Éviter la confrontation ou réguler les débats ou les comportements.
2. **Éducation populaire.** Reconnaître et utiliser les connaissances de chaque participant. Expliquer les thèmes des expériences propres et partagées par les participants/tes. Inclure des autodiagnostic par groupes, puis des présentations et des débats pour trouver des solutions aux inégalités entre les sexes. Présenter les résultats des travaux collectifs au grand public dans le cadre d'une activité de sensibilisation.
3. **Alliances locales,** avec des autorités ou des référents. La participation des autorités ou des dirigeants/tes capables de transmettre la confiance et de partager leurs expériences est encouragée. Inviter des personnes à devenir des exemples réussis de lutte contre la violence et de reconnaissance des droits, promouvoir les échanges d'expériences réussies avec d'autres communautés, villages, écoles, organisations.

Les plus demandés :

- Les adolescent·e·s et jeunes manifestent de l'intérêt pour des formations sur **la santé sexuelle et reproductive, l'insertion professionnelle et l'entreprenariat culturel et social.**
- Les femmes (adolescentes, jeunes et adultes) manifestent de l'intérêt pour les formations sur **la prévention de la violence familiale, conjugale, sexuelle, le harcèlement dans les rues et les centres éducatifs, l'autonomisation économique et la participation politique.**

Les plus compliqués :

- **Violence et harcèlement sexuel.** Crée une confrontation avec les hommes et avec certaines traditions culturelles, par exemple, les mariages et les grossesses de mineures.
- **Violence familiale et conjugale.** Crée une confrontation avec les époux et les pères de famille. C'est un problème privé qui ne doit pas être abordé en public (communauté, village, organisation), par exemple, les poursuites contre les pères en matière d'alimentation.
- **Répartition des tâches dans le foyer.** En général, les fils, les maris et les pères de famille, n'assument pas leurs responsabilités dans des activités comme cuisiner, faire le nettoyage, s'occuper des enfants. Dans de nombreux cas, la répartition des tâches ménagères ne peut pas se discuter, et cela est considéré comme normal par les hommes et les femmes.
- **Accès des femmes à la terre.** Selon certaines traditions culturelles, seuls les hommes doivent hériter ou acheter les terres.

Exemples :

1. **Dessins de reconnaissance de violences.** Par exemple, un dessin de rivière où sont ajoutées inquiétudes, peurs, expériences écrites. La rivière peut également représenter symboliquement l'histoire de la vie et ses perspectives d'avenir, ses limites ou potentialités. Un autre exemple est celui d'une silhouette de femme et d'une silhouette d'homme, où sont identifiés les peurs, les joies, les sentiments dans les activités quotidiennes et les interactions qui ont lieu dans le foyer, la communauté ou au travail.
2. **Activités ludiques, artistiques ou sportives.** Des représentations théâtrales sont organisées dans les villages ou les communautés pour mettre en place un atelier où elles abordent un problème d'inégalité de genre et, finalement, leur permet de dialoguer collectivement. Des ateliers d'été sont organisés avec des enfants, des adolescent/tes et des jeunes où les stéréotypes de genre sont abordés par le biais de la pratique du sport et de l'art.
3. **Support audiovisuel.** Création de vidéos pour représenter les problèmes de la vie quotidienne et de bandes dessinées pour montrer les stéréotypes de genre depuis l'enfance. Présentations d'images avec des référents ou des personnages qui ont lutté pour leurs droits.
4. **Support écrit.** Des résumés faits après chaque session, permettent de consolider les idées centrales de chaque activité de formation et peuvent être utilisés dans des arguments

2. BONNE PRATIQUE DE FORMATION POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE



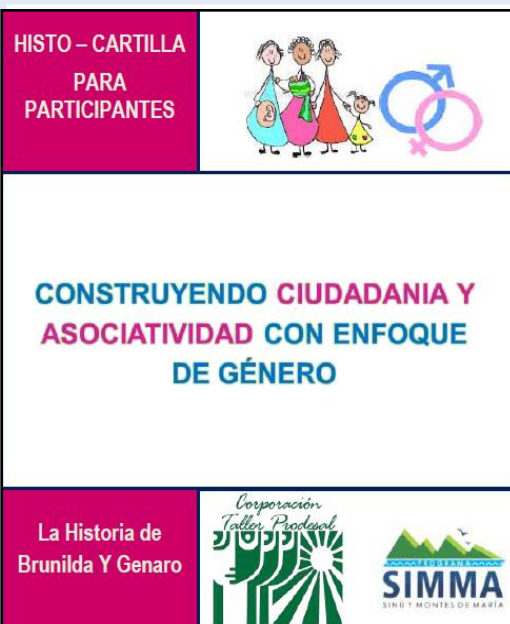
Défense des droits des enfants et des adolescent·e·s au Pérou

Au Pérou, les enfants et adolescents/tes de Cuzco sont victimes de la violation de leurs droits et sont confrontés en permanence à la traite des êtres humains, principalement des femmes, en raison des activités minières. C'est pourquoi, **AMHAUTA** a décidé de renforcer les capacités d'autoprotection des enfants et des adolescents/tes, et des adultes sur les moyens de prévenir et de dénoncer ces violences.

- Des facilitateurs/trices ont été formés aux méthodologies ludiques et éducatives sur les droits des enfants et des femmes, le renforcement des capacités de leadership et des compétences sociales, ainsi que sur la prévention de la violence, de la traite des personnes (exploitation sexuelle) et des problèmes de la sexualité pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes.
- Des modules avec des chapitres séparés par groupe de population (enfants, adolescentes, adultes) ont été utilisés, la formation a été réalisée de manière mixte (âge) dans les communautés et de manière non mixte (âge) dans les écoles.
- Coordination avec les enseignants du primaire et du secondaire, conversations avec les mères et les pères pour expliquer les objectifs et financement des coûts de transport pour promouvoir la participation des femmes.
- La priorité a été donnée au travail sur les droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à la prévention de la violence à l'égard des adolescentes et des jeunes.
- Au moins deux facilitateurs/trices étaient présents à chaque étape de formation. Ils devaient avoir de l'empathie pour les participants, favoriser la communication horizontale, ne pas juger les idées ou expériences, le dialogue interculturel privilégiant une attitude d'écoute et la création de nouvelles connaissances.
- Dans le dialogue interculturel la langue maternelle des participants/tes a été utilisée, ce qui rassure, augmente la participation et facilite le développement de techniques participatives pour analyser l'expérience personnelle.
- La méthodologie était participative et expérientielle, favorisant le changement des attitudes et la disparition des pratiques qui affectent le développement des filles, des garçons et des femmes.
- Travail de groupe, psychodrame ou mise en scène de situations quotidiennes, dessins, histoires de vie, stages ont permis d'observer de nouvelles expériences de responsabilisation économique et politique et l'utilisation de matériel audiovisuel.

En Colombie, les femmes sont exclues du système politique et économique en raison des stéréotypes de genre, elles souffrent de diverses inégalités qui limitent leur autonomie pour construire leurs projets de vie. C'est pourquoi, le projet **SIMMA**, opéré par **TALLER PRODESAL**, sensibilise et forme les enfants, les adolescent·e·s et les jeunes à lutter contre ces stéréotypes.

- La stratégie était d'abord de faire une formation récréative (livres d'histoires) sur les droits humains et de la citoyenneté, puis des actions récréatives et sportives (triathlon) avec une perspective de genre.
- Les livres et les vidéos d'histoires sont basés sur des récits ludiques sur les activités quotidiennes d'un couple (Brunilda et Genaro). L'histoire porte sur la manière de reconnaître et de défendre les droits, en promouvant l'égalité des sexes.
- Des travaux ont été menés dans les écoles en coordination avec les enseignants/tes, les pères et les mères pour motiver leurs enfants à participer. Le travail a été fait de manière mixte (sexe et âges).
- Pour commencer une phase de formation, puis une phase d'essai et de travaux pratiques, et pour finir, une présentation publique et une sensibilisation à l'égalité des sexes.
- Pour le triathlon (course de relais, cyclisme et marathon), des équipes de 4 personnes ont été formées (3 femmes et 1 homme). Cet outil promouvait les valeurs de non-violence, d'attention, de non-discrimination, d'association, d'égalité et de persévérance. Le triathlon a confronté les stéréotypes de genre dans le sport.



Garçons/filles, adolescent·e·s et jeunes contre les stéréotypes de genre

FICHE 5

COMMENT S'ORGANISER OU ORGANISER DES GROUPES AVEC UN PUBLIC DIVERS POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE ?

1. STRATEGIES POUR FORMER DES GROUPES ET AVOIR UNE PARTICIPATION PERMANENTE

Après les processus de sensibilisation et de formation, généralement les projets stimulent les participant·e·s à s'organiser pour défendre leurs droits. Ce processus permettra d'atteindre l'objectif de faire du public un acteur de changement et de pérenniser les actions du projet (à moyen ou long terme). Pour cette raison, ci-après, sont présentées les principales stratégies pour former ou consolider des groupes avec des publics divers (enfants, adolescent·e·s, jeunes, adultes, hommes et femmes) pour promouvoir l'égalité de genre :



2. BONNES PRATIQUES POUR S'ORGANISER OU ORGANISER DES GROUPES POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE



Enfants, jeunes, hommes/femmes face à la violence envers les femmes en Colombie

En Colombie, Buenaventura est l'une des villes les plus dangereuses en raison du trafic de drogue, d'armes et de personnes. Cette situation touche principalement les femmes victimes d'homicides, de disparitions forcées, de violence domestique et sexuelle. Pour cette raison, **Taller Abierto** a décidé d'œuvrer avec des groupes de jeunes, de femmes adultes, d'enfants et de jeunes femmes et hommes pour lutter contre cette violence. Les actions ont été les suivantes :

- Des cours ont été organisés pour former les femmes, les enfants et les jeunes en tant que promoteurs/euses de leurs droits et de la culture de la paix en utilisant la méthodologie de l'éducation populaire, en valorisant les connaissances pratiques et en instaurant la confiance entre participants/tes. Ainsi que des activités éducatives et récréatives pour la mise en œuvre de leurs droits comme jouer au football, faire du théâtre et de la danse.
- 4 groupes mixtes ont été formés avec garçons/filles et jeunes hommes et femmes. Ils/elles organisent leurs réunions et leurs rapports d'activités, par exemple, ils organisent des conférences ou des campagnes de sensibilisation, avec la danse et le théâtre, sur leurs droits et la violence envers les femmes dans les écoles et dans les communautés.
- D'autres groupes sont formés par des jeunes hommes/femmes issus des communautés autochtones et Afro-Colombiennes, leurs activités leur permettent donc de lutter contre le machisme et le racisme dans leur environnement, ainsi que de former de nouveaux dirigeants locaux. En outre, des échanges d'expériences sont réalisés avec d'autres jeunes hommes/femmes d'autres communautés.
- 4 groupes de femmes adultes ont été formés pour préparer les propositions de prévention de la violence qu'elles subissent et pour améliorer l'autonomie économique et politique. Elles définissent elles-mêmes leur plan d'action avec le soutien logistique de l'équipe du projet.
- Les groupes mixtes encouragent la participation, aux opinions et aux actions, équitable entre hommes et femmes. Les groupes de femmes ont encouragé la participation des hommes pour la prévention de la violence de genre. La paternité, la maternité, la santé sexuelle et reproductive, la prévention de la violence ont été traitées.

En Inde, les droits des enfants et des femmes sont violés et souffrent d'inégalités économiques et sociales. Pour cette raison, **SMOKUS** a décidé de former des groupes de développement personnel pour promouvoir l'accès aux droits et à l'autonomie économique des femmes et, ainsi, garantir les droits des enfants. Ses stratégies d'organisation sont les suivantes :

- Des réunions permanentes ont été organisées avec des mères de différentes communautés dans le but de dispenser une formation sur leurs droits, les droits des enfants et de rechercher des moyens d'autonomisation économique et politique.
- Au sein de chaque groupe de développement personnel, la création de microcrédits est encouragée et une formation est donnée sur les bonnes pratiques pour l'utilisation des fonds, ainsi que la collecte de fonds grâce à d'autres activités.
- La langue maternelle des participantes est utilisée et les animatrices sont des femmes ou des jeunes, en fonction du public.
- Les femmes définissent leurs plans d'action au niveau politique et économique avec l'assistance technique et le soutien dans l'impact par l'équipe du projet.
- Des coordinations ont été faites avec les gouvernements locaux et régionaux pour recevoir un financement qui favorise les initiatives des femmes dans les groupes de développement personnel.
- L'objectif de l'autonomisation économique et politique de ces femmes est de lutter contre le décrochage scolaire, d'éviter les grossesses précoces chez les adolescentes et de prévenir la violence conjugale.



Groupes d'entraide entre les femmes en Inde

FICHE 6

COMMENT MOBILISER POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE DANS LES POLITIQUES, INSTITUTIONS OU ORGANISATIONS ?

1. QUELLES STRATEGIES PERMETTENT DE REALISER CES ACTIONS ?

Formation

- Former aux connaissances sur les droits humains et aux compétences interpersonnelles, par exemple, parler en public, écrire ou coordonner à l'aide de technologies d'information.
- Former les fonctionnaires publics qui travaillent dans les secteurs à influencer, par exemple les enseignants/tes, les infirmiers/ières, les assistants sociaux, la police, les juges, les procureurs

Promouvoir le leadership

- Une fois les formations dispensées, motiver les jeunes, les femmes ou autres à répercuter pour sensibiliser/former un public plus large (familles, communautés ou régions).
- Promouvoir la participation des femmes, jeunes ou adultes, dans les espaces ou postes de décision. Promouvoir également la création d'espaces pour défendre les droits des femmes, des jeunes, des enfants.

Accompagnement

- Fournir une assistance technique permanente sur les réglementations, la gestion publique, les communications ou le soutien psychosocial. Des matériels (écrits et audiovisuels) peuvent également être produits pour soutenir les actions des femmes et des jeunes.
- Accompagner dans le processus d'appropriation et d'adaptation des réglementations internationales sur les droits humains et des femmes aux normes locales ou traditionnelles.

Alliances

- Promouvoir la participation des femmes, des jeunes et autres dans les plateformes, réseaux, tables de travail ou autres espaces de coordination et d'échanges avec d'autres organisations/groupes.
- Créer des alliances avec des institutions publiques pour fournir un espace de participation aux femmes, jeunes et autres sur les politiques publiques qui traitent leurs droits.

2. BONNES PRATIQUES DE MOBILISATION POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE

Au Brésil, les stéréotypes de genre sont toujours présents dans les activités quotidiennes des zones rurales. Ce qui se traduit par des discriminations et de la violence à l'égard des femmes dès l'enfance. Soucieuse de cette question, **EFASE** intègre dans ses processus de formation avec les enfants, les adolescents/tes et les jeunes, des contenus de prévention et combat les stéréotypes de genre. Ses stratégies ont été les suivantes :

- La pédagogie de l'école, chaque mois, favorise la moitié du temps le travail théorique et l'autre moitié les travaux pratiques dans les vergers, les champs, le foyer, entre autres activités. Partagés entre les heures scolaires et les heures communautaires. L'un des grands principes de la pédagogie de l'alternance.
- L'école promeut l'égalité des sexes dans la répartition des soins (famille, domicile, et dans le soin propre à l'espace scolaire, dans le cadre de ses pratiques pédagogiques) et productif (dans le champ) basé sur une répartition égale des tâches entre adolescents et jeunes étudiants.
- Dans le cadre du contenu théorique, la violence à l'égard des femmes, les stéréotypes de genre et la déconstruction des masculinités, ont été traités et travaillés de manière mixte.
- Initialement, les problèmes de genre ont été traités lors de réunions ponctuelles avec la coordination du projet, les pères et mères et les leaders des communautés. Depuis 2017, l'école a inclus de manière transversale l'égalité des sexes parmi ses sujets, pour approfondir la discussion, en cherchant à intégrer formellement le sujet dans son programme scolaire.
- Des groupes de femmes, par âge, sont encouragés à discuter et envisager des propositions pour faire face à la violence, par exemple, des campagnes de sensibilisation dans les communautés rurales, des activités récréatives, artistiques ou culturelles avec les élèves sur le sujet, et un soutien aux processus d'autonomisation des femmes par le biais d'initiatives productives, pour les femmes et surtout les plus jeunes, et une stratégie d'autonomie économique.
- L'équipe pédagogique a été formée aux questions d'égalité des sexes, en fonction des problèmes identifiés et des demandes des étudiantes. Ce processus, est systématiquement renouvelé et mis à jour, pour garantir l'approfondissement et l'expansion du personnel formé.



Enfants et jeunes contre les stéréotypes de genre au Brésil



Promouvoir des politiques pour garantir les droits des femmes au Guatemala

Au Guatemala, les droits des femmes sont encore affectés par l'absence de politiques publiques ou de leur mise en œuvre. C'est pourquoi, le **Mouvement Tzuk Kim Pop** a encouragé sa formulation et sa mise en œuvre.

- Des mécanismes légaux de participation citoyenne ont été mis en place. Le projet a fourni un appui technique et logistique aux femmes jeunes et adultes pour qu'elles participent aux Commissions municipales et intensifient leur participation à la gestion municipale.
- À Totonicapán, un diagnostic fait sur les femmes en 2013 a été utilisé et complété par une consultation des femmes sur leurs demandes de services. Le travail a été mené avec la commission municipale des femmes, avec les dirigeantes locales, avec les autorités et l'équipe du projet. Après des mois de travail participatif, la Politique municipale pour l'inclusion et l'équité des droits des femmes 2016-2026 a été approuvée en mai 2016. Elle aborde le renforcement institutionnel des services d'éducation, de santé, de développement économique et productif, la prévention de la violence envers les femmes, la promotion de la participation sociale et politique. Une présentation publique a été faite, à laquelle ont participé les femmes du district principalement.
- À San Francisco El Alto, un diagnostic participatif a été réalisé sur les besoins des femmes et a été utilisé pour formuler la Politique Municipale de développement intégral des Femmes 2015-2025. Un représentant a été élu pour chaque communauté de la municipalité, qui a formé la commission des femmes avec les fonctionnaires du bureau municipal des femmes et du secrétariat présidentiel pour les femmes. L'équipe du projet a fourni un appui technique dans le processus de formulation et de discussion de la politique. Des groupes focaux et des entretiens ont été organisés avec des dirigeants, des représentants des communautés et des organisations locales, ainsi que des réunions avec les autorités politiques. Environ 250 personnes ont participé à la formulation. Cette politique comprend la prévention de la violence de genre, la santé, l'éducation, le développement économique et la participation politique des femmes.
- Ces politiques ont été diffusées au moyen de spots radio dans les langues locales, de présentations publiques et d'impression de leur contenu pour diffuser aux familles et aux femmes. Leur durée de 10 ans permet d'apporter la durabilité et d'effectuer un suivi et une évaluation avec la participation des femmes.



Participation politique des femmes autochtones au Pérou

Au Pérou, les femmes autochtones sont toujours exclues de la participation politique dans leurs communautés et organisations. Ce qui conduit à la violation de leurs droits et limite la prévention et la sanction de la violence de genre. C'est pourquoi, **FEDEPAZ et SAIPE** ont décidé d'encourager leur participation politique. Leurs stratégies ont été les suivantes :

- Des diagnostics participatifs ont été réalisés pour construire les programmes de « Bien Vivre » des communautés et les problèmes relatifs aux droits des femmes ont été identifiés.
- Des rencontres de femmes ont été organisées sur leur rôle dans les communautés et organisations, sur leurs droits et comment s'approprier les réglementations internationales dans leur contexte culturel. De plus des espaces ludiques ou de créations artisanales ont été utilisés pour créer un climat de confiance qui leur permet de discuter de ces sujets et d'autres liés à la violence envers les femmes et les filles.
- Coordination avec les autorités communales et les dirigeants autochtones pour que la moitié de leurs représentants participant à chaque activité soient des femmes, par exemple, si quatre personnes d'une annexe devaient y assister, au moins deux d'entre elles devaient être des femmes.
- Les maris ont été sensibilisés à l'importance de la participation politique des femmes pour le bien-être des familles et des enfants.
- Les activités mixtes (réunions ou assemblées), ont fait appel à des traductrices car les traducteurs omettaient certaines informations quand leurs problèmes étaient abordés.
- Les femmes ont été encouragées à répercuter dans leurs communautés les informations reçues dans leurs ateliers.
- Des réunions régionales de femmes ont été organisées avec l'assistance d'autres communautés pour échanger leurs expériences et leurs projets.
- Des rencontres avec des femmes ont eu lieu la veille des assemblées pour encourager leur présence et préparer des propositions de changements dans les statuts des communautés pour prévenir la violence et promouvoir leur participation.
- Pendant la révision participative du statut, les femmes ont participé activement, dans la plupart des assemblées, plus de la moitié des participants/tes étaient des femmes. Au cours de celle-ci, un article permettant aux femmes d'être choisies comme « Apus » (chefs) de communautés a été approuvé. Les mariages avec des mineurs et l'abandon familial ont été discutés et il a été convenu de résoudre ces cas selon le règlement de chaque communauté.
- Dans les statuts des organisations régionales et locales, un article permettant aux femmes d'assumer les fonctions de présidente ou de vice-présidente, pour garantir la représentation, a été approuvé.

PARTIE 2 :
STRATEGIES ET BONNES PRATIQUES
POUR INTEGRER L'APPROCHE
GENRE SELON DIVERSES
THEMATIQUES

FICHE 7

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, JEUNES ET ADULTES

1. PROBLEME MONDIAL

Le *Programme des Objectifs de Développement Durable 2030*, approuvé par l'Organisation des Nations Unies (2015), indique que l'inégalité entre les sexes reste un défi dans tous les contextes. Malgré les progrès accomplis sur différents continents pour accroître l'accès aux droits fondamentaux des femmes, des filles, des jeunes et des adultes, la violence physique, sexuelle, psychologique, économique, politique et institutionnelle persiste toujours dans le monde. L'égalité de genre ne doit pas être comprise comme un droit individuel, mais comme un fondement nécessaire pour arriver à une société pacifique et durable. Certains chiffres, seulement à titre d'exemple, qui reflètent ce problème dans quatre continents sont ² :



Amérique Latine

- Chaque jour, 12 latino-américaines et caribéennes sont assassinées pour le seul fait d'être des femmes.



Afrique

- En Afrique du Nord, les femmes représentent moins de 20 % du travail rémunéré dans le secteur non agricole.



Asie

- 46 % des femmes de 20 à 24 ans dans le sud de l'Asie ont déclaré s'être mariées avant 18 ans.



Europe

- Une femme sur trois souffre de violence physique ou sexuelle de la part de son partenaire dans l'Union Européenne.

2. STRATEGIES POUR FAIRE FACE A LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES JEUNES ET ADULTES

Sensibilisation

- Campagnes auprès du grand public pour prévenir la violence.
- Programmes radiophoniques pour raconter des cas de violence ou promouvoir des lois et politiques.
- Graffitis avec des phrases contre la violence envers les femmes et les filles.
- Compétitions sportives contre les stéréotypes de genre

Formation

- Formation sur les droits avec jeunes, hommes, femmes, fonctionnaires publics, personnel offrant des services aux femmes victimes. Médias également.
- Manuels et publications.
- Écoles de jeunes contre la violence, sur les droits sexuels et reproductifs, sur les stéréotypes de genre et les nouvelles masculinités.

Prise en charge juridique et psychosociale

- Équipe formée sur les questions de genre et de logistique (espace physique et centrale téléphonique).
- Soutien permanent et avec méthodologies centrées sur le bien-être des victimes.
- Promouvoir autonomie politique et économique, former des groupes d'entraide, des groupes de surveillance mixtes ou promouvoir des initiatives socio-économiques.
- Alliances/articulation avec des groupes de victimes, organisations, entités de l'État.
- Orienter la victime vers d'autres institutions ou organisations spécialisées.

Impact

- Dans les politiques locales, régionales ou nationales.
- Ratification de traités ou de conventions internationales.
- Participation à des espaces de coordination de société civile et États (tables techniques, forums, réseaux, plateformes).
- Avec autorités communales, directions traditionnelles, leaders d'opinion locaux, maris et conjoints, pères et mères, directeurs d'école et enseignants.

² Le chiffre concernant l'Afrique est issu du Programme ODD 2030: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>. Le chiffre en Amérique latine a été recueilli auprès de la CEPALC (2016) « Prévenir le féminicide : Une tâche prioritaire pour l'ensemble de la société ». Le chiffre en Europe est issu d'un diptyque sur le féminicide préparé par le RÉSEAU EU-LAT. Le chiffre en Asie a été recueilli auprès d'ONU Femmes : <http://asiapacific.unwomen.org/en/focus-areas/end-violence-against-women/evaw-facts-and-figures>

3. BONNES PRATIQUES POUR ABORDER LE THEME DE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES, JEUNES ET ADULTES



Prévention et lutte contre la violence de genre en Bolivie

En Bolivie, les femmes sont victimes du système patriarcal qui les affecte à tous les niveaux de leur vie (sociale, économique, culturelle et politique). Pour cette raison, **Mujeres Creando** a décidé de lutter contre la violence de genre envers les filles, les adolescents/tes et les jeunes filles/garçons des écoles. Ses actions sont les suivantes :

- Sur la prévention, une école féministe a été créée pour que les femmes victimes assistent à des ateliers sur l'autodéfense, sur les droits des femmes, entre autres sujets. Cette école aborde la violence avec des outils théoriques et pratiques.
- Ils organisent également des ateliers avec des adolescents et des jeunes (hommes), une enquête ouverte a été menée sur leurs perceptions de la paternité et des masculinités. Des ateliers sur les droits sexuels et reproductifs non mixtes ont été organisés et un manuel a été publié pour diffuser les expériences de formation. Travailler dans des espaces éducatifs tels que les collèges et les universités.
- Participation de la radio Deseo. Les femmes partagent leurs expériences de violence de genre et des informations ou remettent en question la violence. Certains hommes préalablement formés et sensibilisés participent également en racontant leurs récits. Une « liste des parents irresponsables » est également diffusée, qui consiste à publier, avec l'autorisation préalable des femmes et la vérification des documents respectifs, des noms, âges et lieu de travail des hommes qui ne respectent pas le versement de l'aide familiale.
- Des interventions publiques ont été organisées, par exemple, avec des graffitis sur les murs contre la violence de genre. Des livres avec des compilations de graffitis.
- Concernant la plainte, une assistance juridique et psychosociale est fournie dans les cas de violence conjugale, familiale et autres envers elles et leurs enfants.
- Des alliances ont été conclues avec des institutions publiques et autres organisations pour influencer l'amélioration des services de prise en charge des victimes, des réponses du système judiciaire ou des politiques de protection et de sanction de la violence.

En Inde, les femmes sont constamment victimes de violences. Le pire des cas est celui des femmes dalits. C'est pourquoi **FEDINA** a décidé de lutter contre la violence dont souffrent les femmes. Ses actions sont les suivantes :

- En Inde, avec la longue histoire du système des castes qui normalise la discrimination et la violence, ce sont les femmes qui souffrent le plus. C'est pourquoi elles ont été sensibilisées aux inégalités entre les sexes, à leurs causes et conséquences, ainsi qu'à leurs droits, notamment au travail.
- Les hommes, les pères et les jeunes ont été sensibilisés aux causes et conséquences de cette violence. La participation de familles entières aux activités du projet est favorisée, des bénéfices collectifs (pour les familles et communautés) sont proposés dans la lutte contre la violence et la discrimination.
- Les groupes de travailleurs/euses ont été sensibilisés afin qu'ils puissent revendiquer l'égalité des droits du travail dans leurs entreprises. Le salaire des femmes est généralement inférieur et elles réalisent des tâches qui peuvent mettre leur santé en péril. Des flyers, posters et autres matériels ont été produits pour résumer et diffuser les informations sur cette violence.
- Des groupes de conversation entre femmes ont été créés pour échanger des expériences et explorer des actions collectives efficaces pour prévenir la violence quotidienne ainsi que le respect sur le lieu de travail. Ils sont composés de 4 à 5 femmes et bénéficient d'une assistance juridique et psycho-sociale.
- Des ateliers d'été sont organisés avec des adolescent/es (mixtes) en leur proposant des activités culturelles et sportives pour aborder le problème de la violence.
- Un plaidoyer est mené auprès des autorités locales et régionales pour renforcer les lois relatives à la violence à l'encontre des femmes et pour une mise en œuvre efficace des lois existantes en faveur des femmes.
- Des groupes de vigilance ont été créés dans les communautés avec des femmes et des hommes qui interviennent en cas de violence et accompagnent les victimes pour porter plainte à la police et d'autres autorités compétentes.



Contre la violence envers les femmes dalits en Inde



Groupes d'entraide face à la violence contre les femmes en Tunisie

En Tunisie, l'application de la loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes est limitée et rencontre plusieurs obstacles. Pour cela **l'Association Femme et Citoyenneté (AFC)** a décidé d'assister les femmes rescapées de violences, de former des fonctionnaires publics et d'influencer la région du Kef pour lutter contre ces violences. Ci-après l'une de ses stratégies :

- Les femmes victimes de violences fréquentent le centre de Manara, créé par l'AFC, et bénéficient d'une prise en charge psychologique, d'écoute et d'un service social et juridique. Dans le cas où elles ne peuvent y assister pour des raisons financières ou autres, elles sont suivies par téléphone.
- La prise en charge au centre consiste en un accompagnement immédiat et confidentiel, ainsi qu'en une assistance dans les processus de reconstruction de l'autonomie. Elle peut être individuelle ou collective.
- Des groupes d'entraide collective ont été constitués avec des femmes victimes pour partager leurs expériences et promouvoir leur bien-être social. Cette activité est réalisée à un stade avancé, après la prise en charge psychologique et juridique au Centre.
- Les groupes d'entraide comprennent 8 participants qui se réunissent fréquemment, d'un commun accord, au Centre. 9 sessions sont organisées, chacune avec un objectif et un contenu spécifiques définis dans les fiches pédagogiques.
- L'inscription au groupe est volontaire et l'équipe évalue si leur participation peut avoir des effets positifs ou négatifs pour la personne.
- Chaque session dure 2 heures. L'évaluation continue permet de mesurer les perceptions des femmes sur la violence, leur adhésion à l'égalité des sexes, l'évaluation de leur autonomie et l'impact du groupe sur leur bien-être.
- Chaque groupe a son animatrice et son observatrice, qui préparent une fiche pédagogique pour le développement de chaque session en tenant compte du profil des participantes, les questions et les thèmes qu'elles ont préféré aborder.
- Une réunion de suivi est organisée entre l'animatrice et l'observatrice pour préparer un rapport de synthèse avec le contenu de la session et ses résultats, ainsi que des recommandations pour la prochaine session et les participantes.

FICHE 8

ENFANTS, ADOLESCENT·E·S ET JEUNES (H/F) CONTRE LES INEGALITES ET LA VIOLENCE DE GENRE

1. COMMENT LA VIOLENCE DE GENRE AFFECTE-T-ELLE LES ENFANTS, ADOLESCENT·E·S ET LES JEUNES (H/F) ?

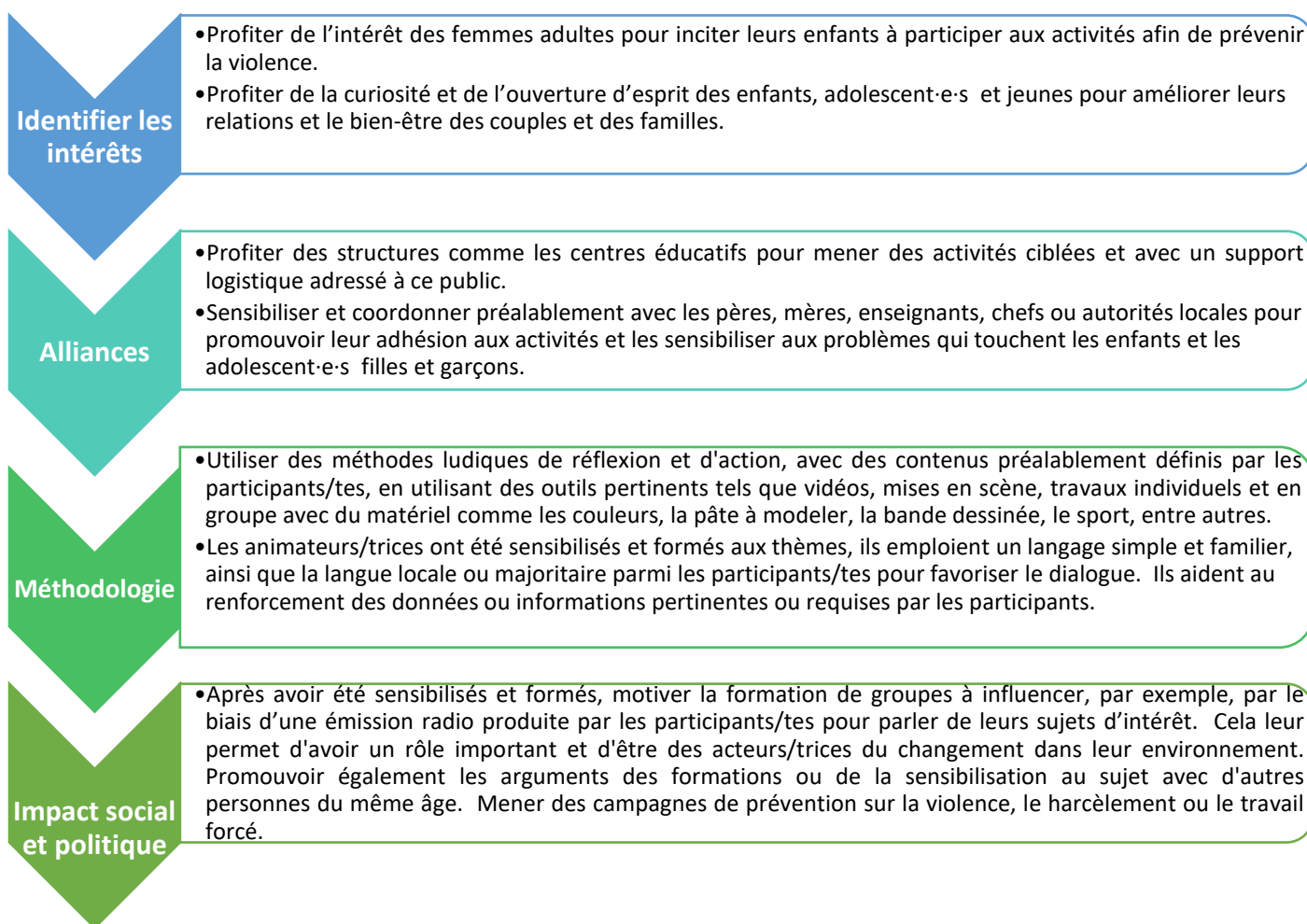
Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), « *tous les enfants méritent d'atteindre leur plein potentiel, mais l'inégalité de genre qui imprègne leur vie et celle de leurs tuteurs/trices empêche que cela devienne réalité* »³.

En ce sens, il est difficile de lutter contre les inégalités de genre qui affectent directement et indirectement le bien-être des enfants, des adolescent·e·s et des jeunes.

Certains des problèmes qui les affectent directement ont un rapport avec les répartitions inégales des tâches ménagères, les différences entre les sexes dans les abandons scolaires dus aux grossesses précoces ou du fait de privilégier l'éducation des fils à celle des filles, les stéréotypes de genre qui limitent leurs opportunités éducatives et professionnelles, la violence ou le harcèlement sexuel auxquels les filles, les adolescentes et les jeunes sont les plus exposées, entre autres.

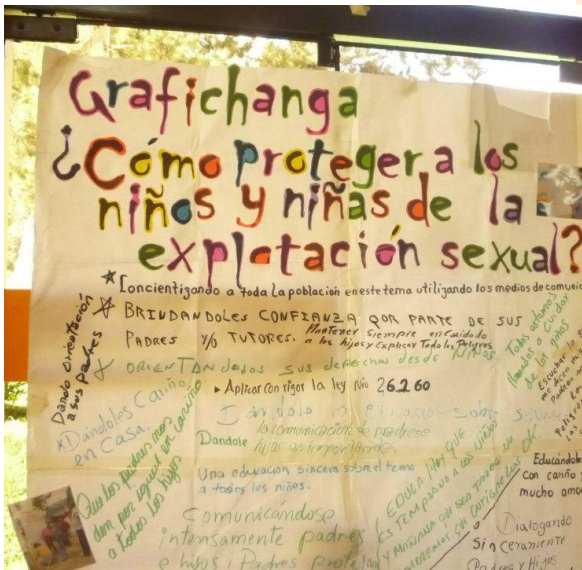
Cette fiche détaille les stratégies qui ont été utilisées pour mobiliser les enfants, les adolescent·e·s et les jeunes contre la violence de genre dont ils souffrent directement ou indirectement.

2. STRATEGIES POUR MOBILISER LES ENFANTS, ADOLESCENT·E·S ET JEUNES (H/F) CONTRE LA VIOLENCE DE GENRE.



³ UNICEF. Issu de son portail web, disponible sur : <https://www.unicef.org/es/igualdad-de-genero>

3. BONNES PRATIQUES POUR MOBILISER LES ENFANTS, ADOLESCENT·E·S ET JEUNES (H/F) CONTRE LES INEGALITES ET LA VIOLENCE DE GENRE.



Filles et garçons pour la prévention de la violence de genre et contre la traite des personnes au Pérou

Au Pérou, la violence de genre touche l'enfance en particulier dans la traite des personnes. C'est pourquoi, **AMHAUTA** œuvre pour prévenir et combattre la violence de genre avec les filles et les garçons. Ses actions sont les suivantes :

- Des sensibilisations ont été menées et des accords institutionnels ont été signés avec des centres éducatifs pour réaliser des activités avec les garçons et les filles. En commençant par une coordination avec les enseignants, les directeurs, les pères et mères, pour soutenir ces activités.
- Les mères de famille ou les femmes adultes tenaient à promouvoir ces activités pour prévenir la violence envers les filles et les garçons. Les adolescent·e·s étaient intéressé·e·s et curieu·x·ses de savoir comment améliorer leurs relations interpersonnelles.
- Des formations ludiques ont été réalisées avec des enfants afin qu'ils apprennent à identifier les situations quotidiennes qui pourraient être violentes à leur rencontre. Le contenu des formations était lié à des cas pratiques et elles et ils ont choisi de travailler sur leur contexte familial, scolaire ou local. Les adolescents ont choisi de travailler sur leurs droits reproductifs et sexuels.
- Des supports audiovisuels et écrits ont été utilisés, et le quechua a été utilisé dans les communautés qui parlent principalement cette langue. Création de mises en scènes et de bandes-dessinées.
- Dans le cadre des activités de défense sociale, des programmes radio ont été diffusés et produits en deux langues. Des présentations ont été faites par des partenaires drames et théâtre dans des espaces publics avec la participation d'enfants et d'adolescents/tes, qui abordent des thèmes qui remettent en question les rôles, la discrimination et les problèmes de violence, qui diffusent et dénoncent les situations de violation des droits.

En Inde, la violence de genre a des effets directs et indirects sur les droits des enfants, sur le bien-être de leurs familles et limite leurs opportunités éducatives et professionnelles. C'est pourquoi, **PWS** œuvre avec les enfants et les adolescents contre la violence de genre. Ses actions sont les suivantes :

- L'action est axée sur l'autonomisation économique et politique des femmes, dont beaucoup sont des mères, pour améliorer le bien-être familial et de leur communauté, garantissant ainsi les droits des enfants.
- Des groupes de travail avec des enfants et d'autres enfants et adolescents/tes ont été encouragés pour se former sur leurs droits, prévenir la violence de genre et influencer leurs communautés.
- Des activités récréatives et sportives ont été menées pour lutter contre les stéréotypes de genre et consolider les relations entre adolescents, par exemple par le biais de la pratique du rugby mixte.
- Des ateliers ont été organisés pour discuter des opportunités professionnelles des jeunes (h/f) et faire des propositions aux autorités politiques et communales pour éliminer les inégalités de sexes dans ce domaine.
- Des campagnes de sensibilisation et de prévention de la violence de genre ont été menées auprès des enfants et des adolescents/tes dans les écoles, avec le soutien des pères, des mères et des enseignants. Parmi les sujets abordés figuraient la santé sexuelle, le travail forcé des enfants, la prévention du harcèlement sexuel ou le mariage des mineurs.



Filles et garçons contre les inégalités et la violence de genre en Inde

FICHE 9

MASCULINITES

1. QUE NE SIGNIFIE PAS TRAVAILLER SUR LES MASCULINITÉS DANS UN PROJET ?

Ne signifie pas réaliser seulement des activités réservées aux hommes, jeunes et garçons, mais des activités qui incluent aussi des femmes, jeunes filles et filles, de manière mixte ou séparée.

Ne signifie pas seulement identifier et aborder les problèmes propres aux hommes, jeunes ou garçons, mais également de traiter les problèmes qui concernent les femmes, jeunes filles et filles à des moments et dans des contextes différents.

Ne signifie pas que les résultats du projet seront exclusivement réservés aux hommes, aux jeunes ou aux garçons, mais qu'ils doivent également avoir un impact sur leurs relations avec les femmes, les jeunes filles et les filles.

2. QUE SONT LES MASCULINITES ?

Les masculinités font référence aux relations de pouvoir, et parmi celles-ci, les violences ou discriminations, qui se produisent entre personnes d'orientations sexuelles ou de sexes différents dans certains contextes et moments.

On parle de masculinités, au pluriel, car parmi les différents groupes de personnes il y a de nombreuses variables qui vont définir la construction de leur masculinité, le résultat sera donc variable et ses effets sur leurs relations de genre le seront également. Pour ces raisons, des masculinités hégémoniques peuvent être identifiées dans chaque groupe social. Elles sont en général influencées par les inégalités de genre, ethnicité, classe, âge, entre autres.

La Déclaration de Rio de Janeiro, du Réseau Mondial MenEngage (2009), réalisée dans le cadre du Symposium Mondial impliquant Hommes et Garçons dans l'Égalité de genre, a affirmé ce qui suit au sujet du travail sur les masculinités : « *Ce travail ne favorise pas un esprit de culpabilité ou de honte collective, mais il invite plutôt les hommes et garçons à adopter des modèles de masculinité plus sains et non violents et à prendre la responsabilité de travailler aux côtés des femmes et des filles pour parvenir à la justice de genre* ». ⁴

⁴ Recueilli à partir du matériel **Taller Abierto**, dans lequel cette déclaration est citée, disponible sur : <https://menengage-latinoamericaycaribe.blogspot.com/2009/04/declaracion-de-rio-de-janeiro.html>

3. STRATEGIES POUR TRAVAILLER SUR LES MASCULINITES



Approche relationnelle

- Présenter les avantages communs sur les relations de couple, les familles, les communautés et les organisations. Avantages politiques, économiques et sociaux.
- Choisir, de manière pertinente, des espaces mixtes et non mixtes en fonction des thèmes et des méthodologies à traiter. Les deux formes sont recommandées.

Reconnaissance des connaissances

- Identifier et travailler sur les problèmes quotidiens liés au genre.
- Identifier les charges et privilèges que les inégalités des sexes peuvent avoir chez les hommes et les femmes.



Processus et temps

- Certaines questions peuvent être difficiles à traiter à court terme, mais elles peuvent être traitées à moyen terme.
- Sensibiliser et former comme un processus permanent.
- Par exemple, de nombreux jeunes et adolescents sont plus ouverts à la promotion de nouvelles relations de genre. Commencer avec eux et ensuite avec les adultes.

4. BONNE PRATIQUE POUR TRAVAILLER SUR LES MASCULINITES



Promotion des masculinités alternatives en Colombie

En Colombie, les relations de genre conduisent à des violences envers les femmes basées sur des agissements sexistes, qui interagissent avec d'autres discriminations de race et de classe, entre autres. C'est pourquoi depuis 1997, **Taller Abierto** promeut les masculinités alternatives auprès des adolescents, des jeunes et des adultes. Ses actions sont les suivantes :

- Une proposition pédagogique basée sur l'éducation populaire avec des perspectives de genre, interculturalité et droits humains a été préparée, avec les axes thématiques suivants : Identités de genre, culturelles, territoriales, relations de couple, relations avec les fils et filles, travail, prise en charge du domicile, sexualité, prévention de la violence sociale, familiale et sexuelle, prévention de la consommation de substances psychoactives et paternité responsable.

- Une approche relationnelle a été proposée pour promouvoir de nouvelles masculinités qui profitent à leurs partenaires, familles, communautés et organisations sociales. Le rôle que peuvent avoir les femmes grâce à leur autonomisation politique et économique pour la défense des droits humains a également été mis en évidence.

- Les personnes chargées d'animer les ateliers avec des hommes étaient des hommes, préalablement sensibilisés et formés sur le sujet. Cela a permis d'avoir un espace sûr pour discuter des charges et des privilèges qu'impliquent les masculinités hégémoniques. À certains moments les femmes sont intervenues en tant qu'éducatrices, ce qui a permis d'avoir des visions féminines sur les questions, et d'améliorer l'appréciation et le respect des hommes envers les femmes.

- Des investigations et des actions ont été menées sur la base de diagnostics participatifs avec les participants pour identifier les problèmes à travailler à partir des masculinités en fonction de leurs activités quotidiennes et des expériences pratiques.

- Une stratégie de communication a été réalisée pour préparer, valider et diffuser des supports pédagogiques et de diffusion d'information auprès du grand public sur le sujet, les résultats des formations et des actions d'influence.

- Le changement s'est fait sur la base d'un plaidoyer et de conseil auprès des entités publiques et privées, de la santé, de l'éducation et sociales pour inclure des projets et des activités promouvant des changements dans les stéréotypes et les comportements concernant les hommes et leurs relations de genre.

FICHE 10

INTERCULTURALITE ET GENRE

1. L'INTERCULTURALITE ET LE GENRE : COMPLEMENTAIRES OU EXCLUSIFS ?

L'interculturalité est une proposition pour reconnaître la diversité culturelle et la respecter à partir des interactions. Contrairement à la multiculturalité, l'interculturalité favorise la reconnaissance à partir de l'interaction et n'offre pas une vision simplement descriptive des cultures. L'interaction entre les cultures peut se présenter de manière asymétrique ou symétrique, en ce sens, une approche interculturelle est requise pour permettre de lutter contre les inégalités dues aux différences ethniques.

L'utilisation d'une approche interculturelle et de genre dans les projets peut permettre d'affronter, d'une part, le relativisme culturel qui peut justifier des comportements violents contre les femmes basés sur le respect de certaines traditions ou coutumes locales/communautaires, et d'autre part, l'universalisme conceptuel de l'égalité qui ne reconnaît pas la diversité culturelle et qui opprime les femmes qui souffrent d'autres discriminations fondées sur la race, la classe sociale, l'âge ou autre.⁵ L'utilisation des deux approches (de genre et interculturel) se complète dans la protection des droits individuels et collectifs. Une approche intégrée peut être un outil fondamental pour éliminer les inégalités de pouvoir entre les cultures (inter) et en leur sein (intra).⁶

2. STRATEGIES POUR COMPLETER L'APPROCHE INTERCULTURELLE ET DE GENRE

Briser les mythes sur l'égalité de genre

- Débattre et trouver un consensus sur les idées négatives relatives à l'approche genre, par exemple « une revanche des femmes » ou une « exclusion des hommes ». Proposer une approche relationnelle et intégrée de l'interculturalité et de genre basée sur les réalités de chaque village ou groupe social.
- Il est recommandé de réaliser des activités non mixtes et mixtes en fonction des niveaux, des thèmes et des méthodologies à développer.

Alliances et articulation avec les autorités

- Promouvoir l'appropriation et l'adaptation des normes et des conventions internationales à partir de la pratique locale/comunale des participants/tes. Mettre en évidence les limites du relativisme culturel face à la violence à l'égard des femmes et reconnaître les avantages de l'égalité pour le bien-être collectif et individuel.
- Sensibiliser les autorités locales/communales et les leaders (h/f) d'opinion (religieux, culturels et autres) aux avantages collectifs afin qu'ils soient alliés ou neutres face aux actions du projet.

Reconnaissance de la pluralité des connaissances

- Promouvoir la construction de concepts qui guident les pratiques de prévention de la violence de genre et l'accès aux droits des filles, des adolescentes, des jeunes et des femmes.
- Se baser sur les expériences quotidiennes et personnelles sur lesquelles se construisent les relations de genre dans chaque village ou groupe social. Des diagnostics participatifs peuvent être préparés avec des méthodologies de recherche et d'action..

Approche transversale et interculturelle

- Non seulement dans les méthodologies et les contenus, mais également dans la logistique et d'autres aspects du projet. Par exemple, le matériel de formation doit être adapté au contexte socioculturel et aux langues des participants/tes, les chefs (h/f) ou chefs religieux/euses peuvent être invités en tant qu'enseignants dans les formations. Les lieux où se déroulent les activités doivent être accessibles et sûrs pour les participants/tes et les horaires doivent être préalablement convenus avec les participants/tes.

⁵ Hernández, Aida (2003). Repenser le multiculturalisme à partir du genre. Les luttes pour la reconnaissance culturelle et les féminismes de la diversité. Dans : *Revue des Études Féministes La Ventana*, p. 27.

⁶ Rodríguez, Eugenia et Ane Iturmendi Vicente. *Égalité de Genre et Interculturalité : Approches et stratégies pour avancer dans le débat*. Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le Développement, 2013.

3. BONNES PRATIQUES POUR COMPLETER L'APPROCHE INTERCULTURELLE ET DE GENRE



Renforcement des droits des femmes au Guatemala

Au Guatemala, les femmes subissent diverses violations de leurs droits en raison de leur appartenance ethnique, de genre et de classe socio-économique. Pour cette raison, le **Mouvement Tzuk Kim-Pop** œuvre pour promouvoir et renforcer leurs droits. Ses actions sont les suivantes :

- Réaliser des ateliers avec des jeunes parce qu'ils sont plus ouverts à de nouvelles relations de genre. Le travail a également été mené avec des adultes en fonction de leurs horaires disponibles, après leurs activités professionnelles quotidiennes. Le travail s'est fait de manière non mixte et mixte (hommes et femmes) pour éviter des conflits ultérieurs dans les familles ou les communautés.
- Adapter la méthodologie et le matériel de formation aux cas pratiques et aux expériences des participants/tes, ainsi qu'à l'emploi des langues parlées par la majorité de la population.
- Débattre sur l'égalité des sexes ou le féminisme et construire de nouveaux concepts pour éviter les inégalités des visions du monde locales, par exemple en cherchant à rétablir la complémentarité entre hommes et femmes sans relativiser la violence.
- Des activités théoriques et pratiques ont été combinées, ainsi que des activités récréatives et productives, afin d'aborder d'autres problèmes tels que la pauvreté à laquelle font face leurs communautés.
- Des alliances ont été conclues avec des organisations autochtones pour qu'elles participent aux activités, et les contenus ont été développés en fonction des demandes des participants/tes. Des diagnostics participatifs ont été effectués pour identifier le fonctionnement des relations de genre dans les communautés autochtones.

Au Togo, les femmes des zones rurales vivent dans des conditions de pauvreté et sont victimes de diverses violations de leurs droits, en particulier de violences conjugales, de refus d'accès à la terre et de surcharge familiale en raison d'une mauvaise répartition des tâches ménagères entre pères et mères, frères et sœurs. Pour cette raison, **Action Sud** œuvre pour la prévention de ces violences.

- Des diagnostics participatifs ont été effectués avec les femmes et les participants/tes pour identifier les principaux problèmes d'inégalité de genre depuis leur contexte socioculturel. Ceci a permis de choisir les thèmes prioritaires dans le processus de prévention de la violence. Ces thèmes ont été débattus avec les chefs locaux et les notables avant de démarrer le projet.
- Les règles et les politiques relatives à la prévention et à la sanction de la violence à l'égard des filles, des adolescentes, des jeunes et des femmes, ont été adaptées au contexte socioculturel, par exemple, cette information a été traduite dans les langues les plus utilisées par les participants/tes.
- Par l'intermédiaire des centres ASSIWA et ITENA mis en œuvre par le projet dans chaque communauté sélectionnée, la population a été sensibilisée aux violences et autres violations des droits des femmes adultes et jeunes, des interventions de médiation des conflits (violence conjugale) avec le soutien d'hommes « complices », ont permis de trouver des solutions pacifiques, des débats et des échanges ont été organisés entre femmes sur leurs préoccupations communes (situation économique ou formulation de stratégies), ainsi que des réunions d'information dans les écoles et d'influence auprès des familles pour aider les jeunes victimes de violence ou d'abus. Avec le soutien des enseignants et de l'association des pères et mères.
- Les centres (ASSIWA et ITENA) ont bénéficié d'un accompagnement permanent et d'un support technique pour mener à bien la médiation des conflits, l'influence et l'autonomisation économique et politique par le biais de la formation et des initiatives autogérées.



Prévention de la violence envers les femmes dans les zones rurales du Togo

FICHE 11

PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES, JEUNES ET ADULTES

1. BRISER LES « PLAFOND DE VERRE » DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

La participation politique des femmes ne sous-entend pas dans ce document une participation exclusivement électorale, concernant le fait d'être élues aux postes gouvernementaux. Elle fait référence à une large participation politique, des assemblées de communautés autochtones, réunions hebdomadaires dans les villages, conseils régionaux, réunions entre dirigeants ou syndicats, conseils de développement, plateformes de coordination de la société et autres espaces au niveau local, national et international.

L'intérêt de promouvoir la participation politique des femmes, jeunes et adultes, dans le mouvement des droits humains est lié au fait que, dans de nombreux pays, « *les défenseurs/euses des droits des femmes connaissent mieux les handicaps auxquels sont confrontées les femmes et les filles et savent bien quelles mesures doivent être prises pour promouvoir leurs droits. En faisant pression pour le changement et la redevabilité, ils développent des compétences en leadership, à leur tour, certains les utilisent pour entrer dans l'environnement politique et le transformer* »⁷.

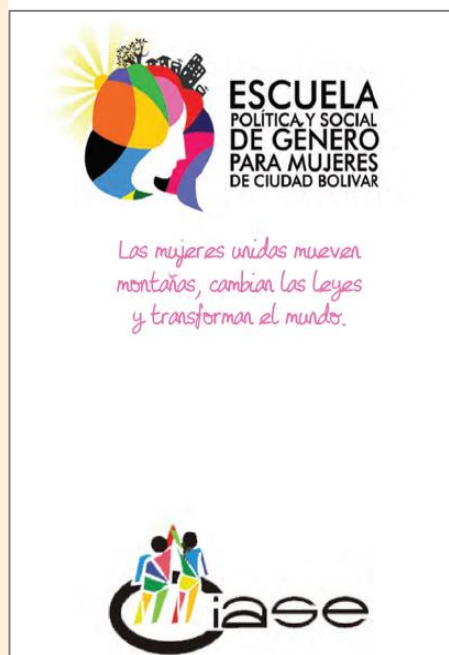
Les restrictions de la participation politique des femmes sont liées aux « plafonds de verre », un terme se référant au fait que, même en l'absence de normes ou de lois qui refusent leur participation, il existe d'autres pratiques qui les empêchent de participer politiquement et activement au développement de leur environnement. Certains exemples sont la moquerie de prendre la parole dans les réunions, la surcharge des tâches ménagères, les espaces dangereux et inaccessibles pour les réunions ou les espaces de coordination, entre autres.

2. STRATEGIES POUR PROMOUVOIR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES

Approche relationnelle	<p>Exposer les avantages de l'autonomisation politique des femmes dans l'accès et la défense des droits des enfants, des familles, des communautés et des organisations.</p> <p>Impliquer les hommes (adolescents, jeunes et adultes) dans la promotion de la participation politique des femmes. En faire des alliés pour des actions de sensibilisation et d'influence.</p>
Formation	<p>Développer des programmes de formation (cours, ateliers, écoles, physiques ou virtuels) avec les femmes, jeunes et adultes sur les droits des femmes, gestion publique, influence politique.</p> <p>Inclure des actions pratiques et théoriques par le biais de cas ou d'histoires réelles, d'échanges d'expériences, d'évaluation de savoirs, de promotion du dialogue et de résolution d'éventuels conflits.</p>
Contexte	<p>Adapter les activités de sensibilisation, de formation et d'influence au contexte social, politique et culturel des femmes. Tenir compte des visions du monde locales, de l'influence religieuse, de la vie quotidienne, des structures d'autorités politiques.</p> <p>Adapter les contenus des actions aux intérêts et aux revendications des femmes. Effectuer des diagnostics participatifs ou des rencontres pour recueillir les informations. Compléter en œuvrant sur l'autonomisation économique et politique.</p> <p>Au niveau logistique, les activités doivent se dérouler à des heures et dans des lieux qui leur conviennent. Si nécessaire, faire les traductions. Les animateurs/trices des activités doivent promouvoir la participation active des femmes, au-delà de leur assistance. Consulter plus d'exemples sur la fiche 1.</p>
Alliances	<p>Articuler les collectifs ou groupes de femmes pour favoriser les échanges d'expériences, identifier les bonnes pratiques et renforcer les actions d'influence et de coordination.</p> <p>Alliances avec les institutions publiques et les autorités politiques (chefs de communauté ou de villages, leaders d'opinion, autorités traditionnelles), afin qu'elles permettent leur participation politique dans les espaces de prise de décision et qu'elles prennent en compte leurs revendications.</p>

⁷ .ONU Femmes. *Mouvement des femmes*. Publié sur son portail web disponible sur : <http://www.unwomen.org/es/what-we-do/leadership-and-political-participation/womens-movements> . Révisé le 26 juillet 2019.

3. BONNES PRATIQUES POUR PROMOUVOIR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES



Promotion de la participation politique des femmes en Colombie

En Colombie, les relations de genre et les dynamiques sociales perpétuent et naturalisent les inégalités, les discriminations et la violence. Ce qui conduit à une marginalisation des femmes dans les espaces de prise de décision, du niveau local/communautaire au niveau national. C'est pourquoi, **CIASE** a décidé de promouvoir et de renforcer sa participation politique. Ses actions sont les suivantes :

- Un diagnostic participatif a été réalisé auprès des femmes pour identifier leurs besoins et leurs revendications.
- Une École Politique des Femmes a été créée où elles ont appris leurs droits, la gestion publique et d'autres outils interpersonnels pour l'autonomisation politique. Un manuel avec des modules et des activités à reproduire dans d'autres espaces a été publié.
- La méthodologie était basée sur le dialogue par la reconnaissance, le respect et l'appréciation des expériences quotidiennes. Cela a permis de contextualiser les contenus et les pédagogies. Les besoins et les objectifs des femmes victimes du conflit armé, paysannes, autochtones, afro-colombiennes, jeunes et autres ont été définis. L'intersectionnalité des discriminations, de genre, de la race, de la classe et autres a servi d'outil d'entrée et de sortie.
- Par le biais d'une approche psychosociale. Beaucoup de femmes souffrent de violence, l'Aïkido ou le Tap Dance ont été utilisés pour qu'elles se réapproprient leur corps. Ce qui a apporté confiance et sécurité.
- Le travail avec les femmes jeunes s'est fait sur la base de l'art et des sports.
- Avec les femmes autochtones, il a fallu construire une conceptualisation articulant les droits des peuples autochtones et des droits des femmes.
- Les autorités locales et communautaires ont été sensibilisées à participer à la formation et aux actions d'influence auprès des femmes.
- Une alliance a été conclue avec la police pour signaler les violences subies et les moyens pratiques de les affronter.
- Les femmes participent à des tables techniques ou à des espaces de coordination.

En Inde, l'exercice du droit à la participation politique des femmes est limité. C'est pourquoi **RDA** a décidé d'œuvrer sur l'autonomisation politique et économique des femmes. Ses actions sont les suivantes :

- Des groupes d'entraide ont été constitués entre des femmes et divers villages et communautés. Ces groupes ont dispensé une formation et la façon d'améliorer les conditions de vie et de promouvoir l'autonomie de leurs familles et communautés, à partir de leur autonomisation politique et économique, a été traitée. Elles ont été formées sur leurs droits et les politiques publiques à suivre. La formation a été contextualisée en fonction de leurs expériences quotidiennes et de leurs revendications.
- Pendant les groupes d'entraide, la langue locale a été utilisée et des traductrices ont traduit des documents tels que les normes et les politiques.
- La coordination et l'animation des groupes ont été assurées par des femmes préalablement identifiées et formées. Ce qui se traduit par plus d'empathie et de confiance.
- Après avoir travaillé dans les groupes, les autorités politiques locales et régionales, les chefs de villages et de communautés, ont été sensibilisés pour leur participation à des espaces de coordination politique et de planification du développement de leurs familles et de leurs territoires. La prévention et la sanction de la violence sexuelle envers les enfants et les femmes ont également été traitées.
- Une approche relationnelle avec des objectifs collectifs sur les droits des enfants, le bien-être des familles, des communautés et des villages, a été appliquée.
- Les groupes gèrent également des prêts pour des initiatives économiques auprès des femmes. Ce qui leur permet de se regrouper et de promouvoir leur autonomie économique vis-à-vis des hommes et des autorités politiques.
- La participation des femmes à la gouvernance locale a augmenté.



Autonomisation politique et économique en Inde

FICHE 12

EGALITE DE GENRE DANS LE SYSTEME EDUCATIF

1. L'EDUCATION EN TANT QU'OUTIL POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE

Le système éducatif permet de former les nouvelles générations et de promouvoir les droits humains. Étant donné que les inégalités de sexes est le résultat de l'attribution, par la société, de rôles sociaux, politiques, économiques et culturels différenciés entre les hommes et les femmes, il est important de promouvoir l'égalité de genre dès le plus jeune âge pour arriver à des changements et des transformations dans les relations entre hommes et femmes. L'un des espaces à partir duquel il est possible de supprimer les stéréotypes de genre et de promouvoir les relations non violentes entre hommes et femmes, c'est l'école.

Le rôle de la société civile pour consolider l'égalité de genre à partir du système éducatif est important car il permet d'accompagner et de renforcer les processus développés à partir des réglementations et des politiques publiques, ainsi que de dénoncer leurs absences et faiblesses. Les organisations de la société civile peuvent soutenir la supervision et la promotion des droits humains des enfants, des adolescent·e·s et des jeunes du système éducatif à partir de la lutte contre la violence et les inégalités de sexes.

2. STRATEGIES POUR PROMOUVOIR L'EGALITE DE GENRE DANS LE SYSTEME EDUCATIF

Sensibilisation

- Sensibiliser tous les acteurs impliqués dans le système éducatif, par exemple les pères et mères, les tuteurs/trices, les enseignants, les leaders ou les représentants de l'enfance et de la jeunesse.
- Sensibiliser avant la formation et renforcer avec des actions publiques qui montrent les résultats pour réduire les inégalités de genre.
- La sensibilisation peut inclure des pièces de théâtre, des spots radio et des vidéos avec la participation de filles et garçons et de jeunes (h/f).
- S'appuyer sur des lois ou politiques approuvées sur le sujet.

Méthodologie

- Faire un diagnostic pour identifier les inégalités de genre et les éléments externes qui influencent l'éducation. Ce qui permet également d'identifier les acteurs et d'utiliser une méthodologie participative avec les enfants et les jeunes.
- Fournir une infrastructure appropriée pour la formation, choisir un lieu d'accès facile pour les filles et les jeunes femmes. Utiliser du matériel pédagogique pratique et adapté au contexte socioculturel, par exemple, la langue la plus utilisée par les filles ou les jeunes femmes.
- Former les enseignants/tes sur le thème.

Influence sociale et politique

- Une fois formés, des actions peuvent être promues avec des enfants et des jeunes pour défendre leurs droits.
- Promouvoir les alliances avec d'autres organisations sociales locales pour échanger des expériences et renforcer leur participation aux espaces de coordination de la société civile.
- Promouvoir le leadership dès l'enfance et l'adolescence pour promouvoir l'égalité des sexes dans les familles, les communautés et les écoles.

Support et accompagnement

- Promouvoir l'autonomie et le protagonisme des enfants et des jeunes (h/f). Par exemple, en les invitant à devenir enseignants après leurs formations, à participer aux espaces avec d'autres organisations de jeunes ou à retransmettre dans leurs communautés et écoles.
- Faire le suivi des participants/tes qui ont achevé les formations pour voir l'impact sur les changements des inégalités de genre. Par exemple, sur leur insertion professionnelle ou la diminution de la violence de genre.

3. BONNES PRATIQUES POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF



Insertion professionnelle des jeunes femmes au Sénégal

Au Sénégal, les enfants et les jeunes, et en particulier les femmes des secteurs défavorisés, ont encore un accès limité au droit à l'éducation et au travail. C'est pourquoi **ALPHADEV** dispense à Dakar une formation à l'insertion professionnelle des adolescentes et des jeunes femmes. Ses actions sont les suivantes :

- Un Centre d'Apprentissage Populaire a été créé dans le but de former des adolescents et des jeunes de 15 à 20 ans sur des sujets qui leur permettront d'exercer un métier et de s'intégrer professionnellement et socialement. 60 % des participants étaient des femmes et 40 % des hommes.
- Des visites ont été effectuées auprès des parents de diverses communautés pour les sensibiliser et les informer sur les objectifs de la formation que leurs filles recevraient et sur la manière dont elle contribuerait à leur autonomie économique et à la lutte contre les inégalités entre les sexes.
- La formation s'est déroulée en wolof et en français, langues les plus utilisées par les participants.
- Grâce à la formation, les filles qui le souhaitent ont pu suivre des filières d'apprentissage traditionnellement réservées aux garçons comme la mécanique, la production de métaux et l'électricité.
- Elles ont bénéficié d'une couverture santé, d'une aide au transport et de nourriture pour éviter l'abandon du programme.
- Expositions collectives, bandes dessinées, participation à des mobilisations sociales ont été utilisées comme outils pédagogiques pour œuvrer sur le thème de l'égalité des sexes.
- Des réunions ont été organisées avec des entreprises pour les sensibiliser à l'importance d'offrir des possibilités d'emploi aux femmes formées.
- Les enseignants ont été formés dans ce domaine et sont généralement des enseignants spécialisés dans leur profession. Le programme de formation s'inscrit dans le cadre de la politique d'insertion professionnelle du Sénégal.

Au Burkina Faso, les filles et les adolescentes souffrent de diverses inégalités en matière d'accès à l'éducation et à l'emploi. C'est pourquoi **ATTous** renforce leur éducation pour promouvoir l'égalité de genre. Ses actions sont les suivantes :

- Les principales causes du décrochage scolaire identifiées sont l'éloignement de l'école, les grossesses précoces et le manque de soutien familial pour l'étude des métiers habituellement réservés aux hommes comme l'électricité-auto, la carrosserie (peinture) et la mécanique.
- La création d'un centre d'insertion professionnelle pour les femmes exerçant des métiers non traditionnels a été encouragée pour leur permettre de trouver un emploi ou de créer leur propre entreprise.
- Les parents ont été sensibilisés à l'égalité des sexes, un soutien psychosocial a été fourni aux participantes, des campagnes ont été menées pour prévenir les grossesses chez les adolescentes et sur les droits sexuels et reproductifs.
- Les jeunes femmes formées mènent des campagnes de sensibilisation du grand public sur l'égalité de genre et la promotion de l'éducation des filles et des adolescentes.
- Parce que certaines entreprises sont encore réticentes à embaucher des femmes dans des métiers qui sont généralement exercés par des hommes, mais aussi le fait que certaines filles formées soient très engagées à s'orienter dans l'auto-emploi; des formations complémentaires sont dispensées au profit des finissantes et un fonds de microcrédit a été créé par ATTous pour soutenir ces initiatives.
- Un accompagnement social et scolaire a été assuré tout au long de la formation et pendant les premières années d'études des apprenantes afin d'évaluer leurs difficultés et de proposer des solutions. Par exemple, la formation a été réduite de 4 à 3 ans. Un système de suivi post-formation est mis en place et des alliances ont été encouragées avec des entreprises pour embaucher les diplômées. La formation a également été encadrée par des diplômés reconnus par l'État.
- Des films documentaires, des clips musicaux et des émissions de radio ont été réalisés pour diffuser des messages sur l'égalité professionnelle, promouvoir les résultats et des Comités du Non Traditionnel mis en place dans les arrondissements des communes facilitent le recrutement des jeunes femmes.



Renforcer l'éducation pour l'égalité de genre au Burkina Faso

PARTIE 3 : OUTILS DE GESTION DE PROJET POUR RENFORCER L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE

FICHE 13

LISTE DE VERIFICATION POUR L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS

1. TYPES DE PROJETS SELON L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE

Les projets de droits humains ou de développement peuvent se classer selon les types d'intégration de l'approche genre dans sa formulation et exécution. Ci-après trois analyses d'un projet en fonction de leur approche genre⁸ :

Aveugle

- Les projets qui ne tiennent pas compte du genre ne prennent pas en considération les différents rôles ou besoins. C'est pourquoi ils maintiennent le statu quo et ne favorisent pas la transformation de la structure inégale des relations de genre d'un collectif ou d'un groupe de personnes.

Neutre

- Il a généralement une « composante femmes », à l'aide de laquelle il intègre des activités exclusivement féminines dans un projet plus large. Il peut être négatif s'il reproduit certaines inégalités ou stéréotypes de genre. Par exemple, promouvoir des projets d'activités sur des sujets qui renforcent les stéréotypes sur le travail productif et reproductif entre les hommes et les femmes.
- Ce qui est perçu comme neutre du point de vue du genre, ne prend pas en compte les questions de genre en général (ne pas reconnaître les spécificités de genre).

Positif/ Transformatif

- Vise à transformer les inégalités structurelles par la canalisation des ressources en faveur des femmes et le transfert des tâches de soin et de reproduction de la vie qui ont historiquement été confiées aux femmes vers une responsabilité collective où l'État est garant des droits et les hommes coresponsables de ces tâches.
- Prend systématiquement en considération les différences entre les conditions, situations et besoins des femmes et des hommes dans toutes les politiques et actions communautaires.

2. VERIFICATION DE L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS

L'intégration de l'approche genre dans les projets requiert l'analyse de genre à partir du diagnostic, de la planification et de la formulation de chaque projet. Ci-dessous, une liste de vérification est proposée permettant d'évaluer l'intégration de l'approche genre dans leur projet :

⁸ Les définitions ont été recueillies auprès de l'European Instituto for Gender Equality: <https://eige.europa.eu/>.

1. Diagnostic

Identifier et décrire les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des groupes socio économiques en distinguant le sexe et l'âge : De quelles ressources dispose la communauté ? À quelles ressources les femmes ont-elles accès ? À quelles ressources les hommes ont-ils accès ? Qui prend les décisions sur les ressources ? Comment bénéficient-ils de l'utilisation et du contrôle des ressources ?

Collecter des données socio-économiques et politiques ventilées par sexe, âge et ethnie.

Déterminer les résultats (effets directs et immédiats) et l'impact (effets directs ou indirects et pas nécessairement immédiats) des programmes et politiques publics sur les hommes, les femmes, les jeunes, les adolescents, les garçons et les filles.

Analyse de l'accès à l'éducation, à la santé et à la participation politique avec une différenciation par sexe et âge.

Importance d'articuler l'information quantitative et qualitative recueillie.

Analyser les relations de domination, de pouvoir et les inégalités qui en découlent.

2. Formulation

- Quel(s) problème(s) le projet cherche-t-il à aborder avec le diagnostic de genre de toutes les personnes identifiées ? La stratégie de mise en œuvre tient-elle compte des résultats de l'analyse de genre effectuée dans le diagnostic ?
- Les objectifs de l'intervention concernent-ils l'accès et la jouissance des droits et la satisfaction des besoins des femmes et des hommes ? Les objectifs sont-ils ventilés ou différenciés par sexe, âge et origine ethnique ?
- Les résultats attendus contribuent-ils à une plus grande équité entre les femmes et les hommes ? Sont-ils ventilés ou différenciés par sexe, origine ethnique et âge ?
- Les activités impliquent-elles hommes et femmes ? Les activités contribuent-elles à l'autonomisation des femmes ? Une activité supplémentaire est-elle nécessaire pour intégrer l'approche genre ? Par exemple : formation sur les questions de genre, recherche sur la situation des femmes, promotion des espaces féminins, etc.
- La formulation a-t-elle été validée avec les femmes qui seront concernées par le projet ? Les effets néfastes possibles du projet pour les femmes ont-ils été analysés ? Par exemple : le lieu où il se déroule, le temps passé, la sécurité de l'espace pour une participation efficace, etc.
- Des indicateurs ont-ils été élaborés pour évaluer les progrès dans l'accomplissement des objectifs sensibles au genre, à l'âge et à l'appartenance ethnique ?
- Le personnel a-t-il déjà de l'expérience dans l'approche genre ? Un cours ou un atelier sur le genre a-t-il été prévu pour le personnel ? Y a-t-il des résistances pour favoriser la participation des femmes ou des filles aux activités du projet ? Y a-t-il un équilibre entre les sexes dans la composition de l'équipe ?
- Est-il possible de ventiler le budget alloué aux activités liées aux femmes et aux hommes de manière distinctive ? Des fonds suffisants ont-ils été prévus pour la mise en œuvre d'activités sensibles au genre ?

3. Suivi et évaluation

Un système de suivi a-t-il été conçu pour analyser la participation ventilée des hommes et des femmes ? Des données ventilées par sexe, âge et appartenance ethnique seront-elles collectées ?

Le projet dispose-t-il d'outils de suivi et d'évaluation qui intègrent la question de genre ?

Les hommes et les femmes ont-ils participé à la collecte d'informations pour le suivi et l'évaluation de manière équitable ? A-t-il été possible d'écouter les revendications des femmes et des hommes, de manière équitable, pour participer aux décisions du projet et de procéder à des ajustements.

Les rapports de suivi ont-ils intégré une analyse sur les transformations des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des femmes ?

L'égalité d'accès et de contrôle entre les hommes et les femmes aux ressources et aux services a-t-elle été encouragée pendant l'exécution du projet ?

Le projet a-t-il eu un impact sur une participation plus égale des femmes, des jeunes et des adultes, dans les institutions, organisations, communautés, projets, en particulier dans les processus décisionnels ?

L'environnement a-t-il favorisé l'intégration d'une approche genre dans le projet ? Dans le cas contraire, quelles mesures ont été utilisées pour surmonter ces résistances et quelles mesures peuvent être utilisées pour surmonter les résistances qui subsistent encore ?

L'équipe du projet a-t-elle renforcé ses capacités pour consolider l'approche genre dans le projet ?

Y a-t-il de nouveaux domaines critiques concernant l'égalité des sexes qui ont été identifiés et pourraient être traités dans de nouveaux projets ?

Dans l'évaluation, mesurer et analyser les processus de changements sur la question de genre.

FICHE 14

INDICATEURS DE GENRE DANS LES PROJETS DE DROITS HUMAINS

1. L'IMPORTANCE DES INDICATEURS DE GENRE DANS LES PROJETS DE DROITS HUMAINS

L'un des principaux problèmes auxquels sont confrontées les inégalités de sexes est l'absence d'information quantitative et qualitative les concernant. C'est pourquoi il est important que les projets de droits humains incluent ces indicateurs à partir de leur formulation. Cela permettra d'identifier les inégalités de sexes que le projet cherche à aborder, de suivre les changements d'attitudes et de comportements des participant·e-s et d'évaluer les effets, positifs et négatifs, et les impacts des activités menées dans chaque projet.

2. QUE MESURENT LES INDICATEURS DE GENRE ?⁹

Les indicateurs de genre, tout comme les autres indicateurs, doivent être qualitatifs et quantitatifs. De plus, ils doivent inclure des indicateurs de perception des différents secteurs de la population.

Les **indicateurs non personnels** permettent de mesurer la manière dont l'approche transversale du genre et le pouvoir sont obtenus, alors que les **indicateurs personnels** mesurent les changements concrets chez les hommes et/ou femmes. Les indicateurs personnels peuvent se classer comme suit : **indicateurs différenciés par genre, indicateurs sélectifs de genre et indicateurs ouverts au genre.**

Indicateurs différenciés par genre	Indicateurs sélectifs de genre	Indicateurs ouverts au genre
<ul style="list-style-type: none">• Ils mesurent les changements en différenciant la population par genre.• Exemple : la participation des femmes aux instances directives des communautés et des localités augmente de 30%.	<ul style="list-style-type: none">• Ils mesurent les changements uniquement dans l'un des groupes de la population différenciée par genre.• Exemple : le nombre de femmes qui ont assisté aux ateliers de formation aux droits humains.	<ul style="list-style-type: none">• Ils mesurent les changements dans un groupe de population dans lequel il n'est pas nécessaire de faire une différenciation de genre car le résultat positif conduira de toute façon à une amélioration de l'égalité des sexes.• Exemple : le nombre de formations au personnel de santé sur l'approche genre dans la santé.

⁹ Élaboration propre à partir du "Guide pour l'élaboration d'un système de suivi sensible au genre, basé sur les résultats" élaboré par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en 2014 : <https://www.genderingermadevelopment.net/custom/images/content/BilderGalerie/bilderGalerie1000503/GIZ-Guia-para-el-elaboracion-de-un-sistema-de-seguimiento-basado-en-resultados-sensible-al-genero-2014-ES.pdf>

3. EXEMPLES D'INDICATEURS DE GENRE SELON LES PROBLEMATIQUES A ABORDER DANS LES PROJETS

Conditions socio-économiques

- Pourcentage de diplômés et pourcentage des diplômées des formations et/ou ateliers de formation qui ont un emploi ou ont fondé leur propre entreprise.
- Nombre de personnes, dont 30 % sont des femmes, ont trouvé un emploi dans le secteur XX après l'exécution du projet.
- Nombre d'actions, de politiques ou de programmes menés dans le territoire où le projet est réalisé pour promouvoir les services d'éducation, de santé et de justice avec des approches interculturelles et d'égalité de genre.
- Le pourcentage de la dépense publique pour les programmes de promotion de la prévention et de prise en charge de la santé des femmes a augmenté de XX %.
- Le pourcentage de la dépense publique pour promouvoir l'accès et la qualité de l'éducation des filles, adolescentes et jeunes femmes a augmenté de XX %.
- Nombre de femmes, adolescentes, jeunes ou filles qui ont participé à la préparation des contenus et des méthodologies des programmes, ateliers et/ou cours de formation du projet.
- Pourcentage de femmes qui participent en tant qu'enseignantes, promotrices et/ou facilitatrices aux programmes, ateliers et/ou cours de formation du projet.
- Évaluations qualitatives des actions, politiques ou programmes menés dans le territoire où le projet est réalisé pour promouvoir les services d'éducation, de santé et de justice avec des approches interculturelles et d'égalité de genre. Quelles sont les actions qui prédominent ? et pourquoi ? Quelles sont les perceptions existantes de leurs possibilités et restrictions ?

Violence contre les femmes et les filles

- Nombre de plaintes pour violence contre les femmes et type de violence déclarée, si possible, ventilées par âge et ethnie.
- Nombre de plaintes pour violence contre les femmes où l'agresseur est leur conjoint ou ex-conjoint, ventilées, si possible, par âge et ethnie.
- Nombre de jugements pour violence contre les femmes, si possible, ventilés par âge et ethnie.
- Nombre de jugements pour violence contre les femmes où l'agresseur est leur conjoint ou ex-conjoint, ventilés, si possible, par âge et ethnie.
- Nombre de cas de violence physique et/ou sexuelle contre les femmes (adultes, jeunes et filles) reportés dans les institutions sanitaires.
- Nombre de filles, adolescentes et femmes autochtones et non autochtones victimes d'exploitation sexuelle.
- Nombre de femmes qui demandent de l'aide auprès d'une institution publique ou de la société civile en cas de violence, si possible, ventilé par âge et ethnie.
- Nombre de fonctionnaires et d'opérateurs de justice formés sur l'approche genre.
- La proportion de la dépense publique pour promouvoir l'accès et la qualité de la justice des femmes victimes de violence a augmenté de XX %.
- Évaluations qualitatives sur la violence contre les femmes qui spécifient des données géographiques, âges, niveau d'éducation, ethnie, revenus, entre autres.
- Évaluations qualitatives selon les types spécifiques de violence contre la femme. Quels types prédominent ? Quels sont les plus visibles ? et pourquoi ? Quelles perceptions existent sur ses causes et conséquences ?

Participation politique des femmes, jeunes et adultes

- Nombre et proportion des femmes dans les mairies et conseils locaux, si possible ventilés par âge et ethnie.
- Nombre et proportion de femmes dans les gouvernements et conseils départementaux ou régionaux (sous-nationaux), si possible, ventilées par âge et ethnie.
- Nombre d'instances formelles de dialogue entre les gouvernements et les citoyennes ou leurs organisations, dont l'objectif est de promouvoir des politiques publiques d'égalité de genre dans les territoires où le projet est développé.
- Nombre de politiques publiques et/ou programmes d'égalité de genre formulés et/ou mis en œuvre dans les territoires où le projet est développé.
- Nombre de propositions préparées par les organisations des femmes intégrées aux politiques publiques ou programmes dans les territoires où le projet est développé.
- Évaluations qualitatives selon les instances et les initiatives. Quelles sont les instances et les initiatives ? Quelles sont les perceptions sur leurs possibilités et restrictions pour promouvoir l'égalité des sexes ?
- Nombre d'organisations ou d'associations ou de coopératives dirigées par des femmes dans les territoires où le projet est développé.
- Nombre de femmes occupant des postes de prise de décisions (assemblées, secrétariats, bureaux, etc.) au sein des organisations ou associations ou coopératives dans les territoires où le projet est développé.
- Évaluations qualitatives des fonctions auxquelles participent les femmes dans les organisations ou associations ou coopératives dans les territoires où le projet est développé. Quelles sont les fonctions qui prédominent ? et pourquoi ? Quelles sont les perceptions sur leurs possibilités et restrictions pour promouvoir l'égalité des sexes ?

FICHE 15

COMMUNICATION AVEC UNE APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS

1. POURQUOI L'APPROCHE GENRE EST-ELLE NECESSAIRE DANS LA COMMUNICATION DES PROJETS ?

Les langues sont des cadres narratifs pour décrire, construire et reproduire cette réalité, elles ne sont donc ni fixes ni neutres face à elle. Autrement dit les langues évoluent et se transforment en fonction des besoins de la société. En ce sens, l'utilisation des langues peut être un outil pour affronter les stéréotypes et les discriminations dont souffrent certaines populations dans nos sociétés. Une approche genre dans la communication des projets permet d'éliminer ces inégalités et de produire une communication inclusive et respectueuse des droits humains.

2. LISTE DE VERIFICATION RAPIDE POUR LA COMMUNICATION AVEC UNE APPROCHE GENRE¹⁰

✓ **Thème :**

Quelles implications sur l'égalité de genre le thème peut-il avoir ? Le thème prend-il en compte les inégalités de genre qui subsistent dans la société dans laquelle le projet est développé ?

✓ **Public :**

A quel public le message s'adresse-t-il ?

✓ **Produits :**

Tous les membres du public ont-ils accès au message ? Existe-il des produits différenciés selon le genre du public ? Cette différenciation promeut-elle l'égalité du genre ?

✓ **Contenu :**

Le contenu du message reflète-t-il la diversité des orientations sexuelles ? Le contenu du message – le contenu audiovisuel compris – inclut-il des stéréotypes pouvant augmenter la discrimination de genre ? L'utilisation du langage est-elle sensible au genre et non sexiste ? Le contenu inclut-il un message potentiellement transformatif pour une égalité de genre ? Par exemple : photos de parents assumant leur responsabilité de travail de soin, de femmes occupant des postes de décisions dans des domaines politiques et économiques, de couples et de familles qui reflètent la diversité culturelle et l'orientation sexuelle.

3. UTILISATION D'UN LANGAGE SENSIBLE AU GENRE DANS LA COMMUNICATION DES PROJETS¹¹

✓ **Utiliser « il/elle » ou « lui ou elle » au lieu de dire seulement "il" :**

Les participant·e·s des ateliers.

✓ **Inclure le nom masculin et féminin au lieu d'utiliser seulement le masculin :**

Tous les garçons et les filles doivent avoir accès aux droits humains.

✓ **Il est également possible d'utiliser les doubles désignations :**

¹⁰ Élaboration à partir de « Gender-Responsive Project Management A practical Guide », publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH en 2016 : <https://www.genderingermandevelopment.net/custom/images/contentBilderGalerie/bilderGalerie1000502/Giz-Gender-sensitive-project-management-2017-EN.pdf>

¹¹ Élaboration à partir de « Boîte à Outils sur le Genre pour observateurs des institutions financières internationales » publié par Gender Action y Oxfam Novib en 2013 : http://www.genderaction.org/FR_IFI-Watcher%20Toolkit.pdf

*le/la professeur,
le/la facilitateur/trice,
le/la chef,
le/la maire,
Les garçons et les filles,
Les citoyens et les citoyennes.*

✓ **Éviter les noms et phrases au masculin pour généraliser :**

« La personne » en charge de l'élaboration des politiques au lieu de « l'homme » en charge de l'élaboration des politiques.

Les « Droits humains » au lieu des « Droits de l'Homme ».

Les « autorités municipales » au lieu de « les maires ».

« Le corps enseignant » au lieu de « les professeurs ».

✓ **Spécifier le genre d'une population pour mettre en évidence la diversité de ses demandes.**

✓ **Éviter les généralisations sur les femmes en omettant leur diversité et l'intersectionnalité (articulation croisée) de l'inégalité de genre avec d'autres appartenances ethniques, condition économique, âge, etc.**

✓ **Éviter une description qui généralise et victimise toutes les femmes. Évaluer les capacités et les potentialités d'action des femmes pour inverser les situations d'inégalité.**

✓ **Éviter de revictimiser les personnes victimes de discrimination et de violence de genre.**

✓ **Éviter la reproduction de la violence morbide, que ce soit dans les médias visuels ou audio, pour décrire les situations de violence vécues par les femmes. Si une stratégie de sensibilisation est nécessaire, éviter la "spectacularisation" de la violence à l'égard des femmes.**

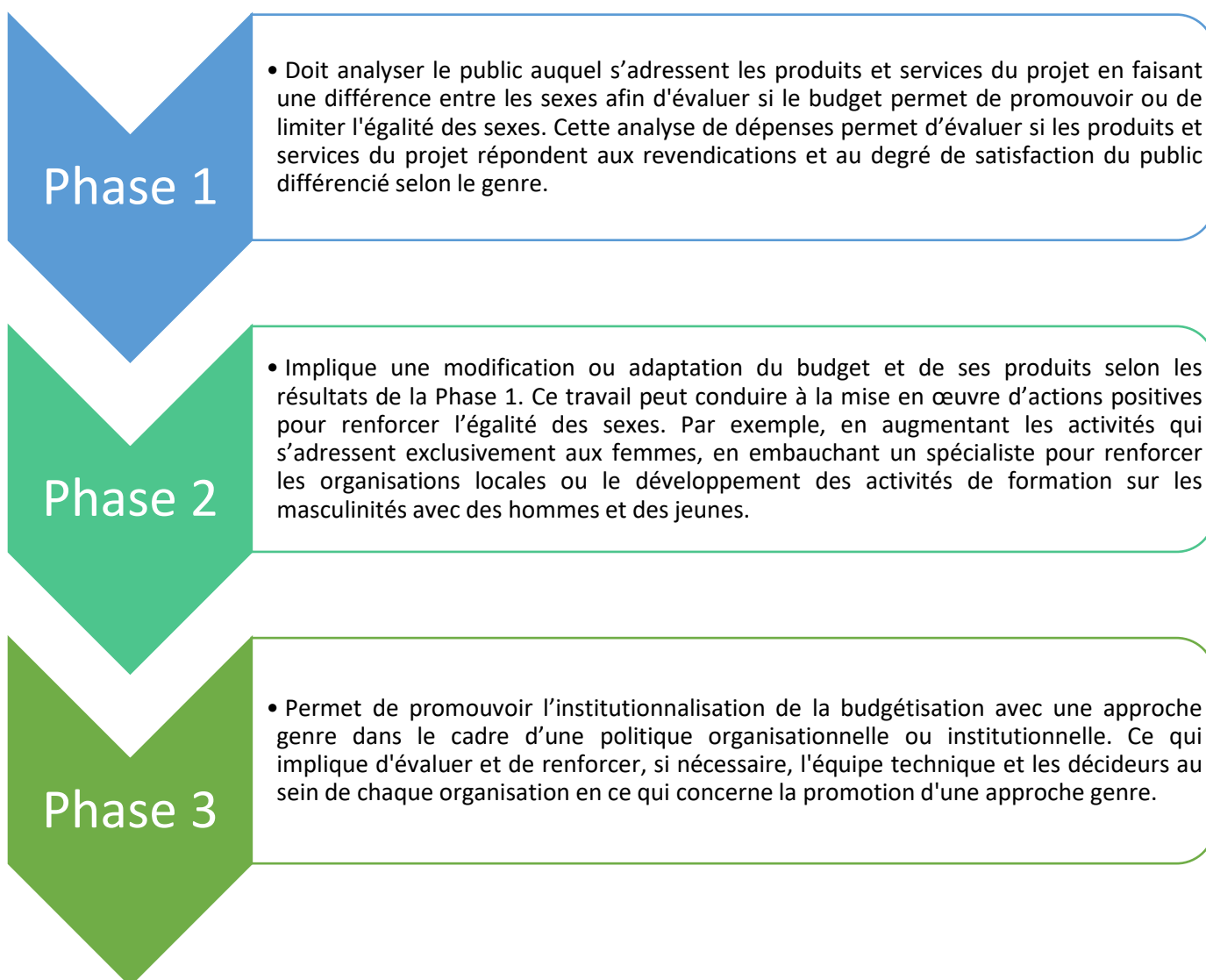
FICHE 16

INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LA PREPARATION D'UN BUDGET

1. QU'EST-CE QU'UN BUDGET AVEC APPROCHE GENRE ?

La préparation d'un budget avec approche genre implique une évaluation des dépenses et des revenus des ressources basée sur l'égalité de genre à tous les niveaux du budget.¹² Un budget avec approche genre ne signifie pas un budget différent pour les hommes et les femmes, ni un budget uniquement plus important pour les femmes. Un budget sensible au genre signifie prendre en considération les inégalités de sexes déterminées dans les diagnostics préalables à la formulation du projet et axer l'utilisation des ressources pour aborder cette problématique.

2. PHASES POUR ELABORER UN BUDGET AVEC APPROCHE GENRE¹³



¹² QUIN, Sheyla. *L'égalité dans les budgets : pour une mise en œuvre pratique*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2009. Disponible sur : <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=0900001680599886>

¹³ Adaptation à partir de QUIN, Sheyla. *L'égalité dans les budgets : pour une mise en œuvre pratique*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2009. Disponible sur : <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=0900001680599886>.

3. TABLEAU POUR ANALYSER L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LE BUDGET¹⁴

Niveau	Approche genre dans le budget du projet	Information requise
Ressources Financement fourni et utilisé comme prévu dans la formulation du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les ressources sont suffisantes pour promouvoir l'égalité de genre. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données et informations ventilées par sexe du public du projet sur la base d'un diagnostic de genre réalisé avant la formulation du projet. ✓ Objectifs et indicateurs de genre qui intègrent le diagnostic des relations de genre réalisé avant la formulation du projet. ✓ Validations du projet avec les différents publics en respectant les demandes et intérêts différenciés par genre.
Activités Services fournis conformément à ce qui est prévu dans la formulation du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les activités sont planifiées selon les différences de genre du public. ✓ Il est possible de ventiler le budget alloué aux activités liées aux femmes et aux hommes de manière différenciée. ✓ Si nécessaire, l'équipe du projet est renforcée par une formation ou une formation sur le genre et des budgets ou des spécialistes en la matière sont recrutés. 	
Résultats Utilisation des ressources dans les activités et obtention des résultats selon ce qui était prévu dans la formulation du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les résultats sont obtenus de manière équitable dans la diversité de genre du public du projet. ✓ Les résultats sont adaptés pour atteindre les objectifs conformément à l'égalité de genre. 	
Effets : Résultats atteints et planifiés conformément aux objectifs à long terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les effets favorisent l'égalité de genre. 	

¹⁴ Elaboration à partir de QUIN, Sheyla. *L'égalité dans les budgets : pour une mise en œuvre pratique*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2009. Disponible sur : <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=0900001680599886>.

FICHE 17

CADRE CONCEPTUEL GENERAL

Genre	<p>Selon l'article 3 de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011), le terme « genre » désigne les « rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits, qu'une société donnée considère comme appropriés pour les femmes et les hommes ». Il est important d'envisager le genre dans son articulation avec des autres rapports de pouvoirs issus des catégories de classe, d'origine ethnique, de sexualité et d'âge.</p> <p>Donc, le genre est aussi un ensemble de rapports de pouvoir entre hommes et femmes en fonction de leur différenciation sexuelle.¹⁵</p>
Stéréotypes¹⁶	<p>Croyances sur les activités les plus appropriées pour les hommes et les femmes, qui se manifestent dans les comportements, les rôles sociaux et les fonctions, appelés rôles féminins ou masculins, et se transmettent par les croyances sur ce que les femmes et les hommes devraient être et faire.</p>
Discrimination à l'égard des femmes	<p>L'article 1^{er} de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), définissant la discrimination à l'égard des femmes comme « toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits humains et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine ».</p>
Violences à l'égard des femmes	<p>L'article 3 de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011) signale que « tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée ».</p>
Femicide/Féminicide¹⁷	<p>Le femicide/féminicide est une forme extrême de violence physique, visible et vérifiable à travers le meurtre d'une femme en raison de sa condition de femme, par opposition aux multiples formes de violence qui sont ignorés par la société, l'État et la justice. La plupart des fémicides/féminicides sont précédés de différentes violences physiques, psychologiques et sexuelles. Cette agression finale s'encadre dans un continuum de violence de genre.</p>
Égalité entre hommes et femmes¹⁸	<p>L'égalité est un droit fondamental de la personne humaine, quel que soit le sexe biologique ou social, l'orientation sexuelle, et quelles que soient les différences entre les personnes. Les États se sont engagés à garantir cette égalité en adoptant en 1948 la Déclaration universelle des droits humains. Celle-ci dispose dans son article premier que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits », et dans l'article 2 que « Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamées dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. »</p> <p>Concrètement, il s'agit de d'assurer l'accès des femmes et des hommes aux mêmes opportunités, droits, occasions de choisir, conditions matérielles - par exemple, même accès aux soins médicaux, partage des ressources économiques, même</p>

¹⁵ Taller Abierto. Centre de Promotion pour la Femme et la Famille. *Jeunes promouvant la culture de la paix*. Cali: 2018, p. 5.

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Manuel et boîte à outils de perspective de genre pour ateliers communautaires. Mexico, 2018, p. 12.

¹⁷ Réseau EU-LAT. *Politique de genre du Réseau EU-LAT*. Approuvé le 25 avril 2018, p. 8.

¹⁸ ADÉQUATIONS, Centre de documentation. Définition disponible sur : <http://www.adequations.org/spip.php?article362>

	<p>participation à l'exercice du pouvoir politique et autres-, tout en respectant leurs spécificités.</p> <p>La notion d'égalité ne se confond pas avec l'identité et n'est pas contradictoire avec la notion de différence.</p>
Équité¹⁹	<p>La démarche d'équité vise à corriger des inégalités de départ pour arriver à l'équivalence des chances (ou opportunités) entre femmes et hommes, en tenant compte de leurs besoins et intérêts spécifiques. Pour des raisons historiques, sociales ou biologiques, ces besoins et intérêts peuvent s'exprimer de façon différente.</p> <p>L'équité fait partie des démarches à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif d'égalité des femmes et des hommes. On parle souvent de façon indifférenciée de "l'égalité de genre" ou de "l'équité de genre". "L'égalité de genre" est le fait de fournir aux femmes et aux hommes les mêmes droits, opportunités, ressources dans tous les domaines. "L'équité de genre" est le fait d'avoir un traitement différencié entre femmes et hommes pour corriger des inégalités de départ et atteindre "l'égalité".</p>
"Empowerment" des femmes²⁰	<p>L'<i>empowerment</i> consiste à accroître la participation des femmes aux processus décisionnels et à l'accès au pouvoir, à rétablir leur dignité en tant que sujets de droits et à élaborer une stratégie visant à instaurer une société plus égalitaire. Il s'agit d'un processus dans lequel les femmes accroissent leur pouvoir d'accès à l'utilisation et au contrôle des ressources (économiques et politiques) et gagnent en influence, prennent conscience de leurs droits, afin de participer à la prise de décision et d'être en mesure de les influencer.</p>
Division sexuelle du travail²¹	<p>L'attribution différenciée des rôles et des attributions entre les femmes et les hommes. En ce sens, il est important de distinguer le caractère historique de la répartition des rôles entre les femmes et les hommes, étant donné un ensemble de facteurs culturels qui ont placé les femmes dans une situation nettement désavantageuse par rapport aux hommes.</p>
Intersectionnalité²²	<p>C'est un outil utilisé pour l'analyse, le travail de recherche, le plaidoyer dans le développement et le suivi des différentes politiques. Il nous permet d'étudier, comprendre et réagir aux façons dont le sexe recoupe d'autres identités et comment ces recouvrements contribuent aux expériences d'oppression ou de privilège. Elle sert à montrer les multiples systèmes de discrimination qui existent et la relation qui s'établit entre la violence, l'exclusion, la marginalisation, les inégalités et la subordination, comme l'enchaînement de différentes oppressions de variables telles que la race, l'appartenance ethnique, la religion, la classe, l'âge, l'orientation sexuelle et le sexe. Elle nous permet également de comprendre comment l'injustice systématique et l'inégalité sociale se produisent sur une base multidimensionnelle.</p>

¹⁹ ADÉQUATIONS, Centre de documentation. Définition disponible sur: <http://www.adequations.org/spip.php?article362>

²⁰ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, op. cit., p.13

²¹ *Ibidem*.

²² Réseau d'influence EU-LAT, op. cit., p. 10.

FICHE 18

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX

Instruments internationaux

Le Pacte international des droits politiques et civiles et le Pacte international des droits économiques, sociales et culturels (1966).

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) et son protocole facultatif (1999).

La Convention sur les droits politiques des femmes (1952).

Le protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000) : articles 2, 9 et 10.

Les résolutions des Nations Unies (1325, 1820).

La Déclaration universelle des droits humains (1948).

La Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé (1974).

La Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993).

Le Programme d'action du Caire sur la population et le développement (1994) : chapitre 4 (Egalité des sexes et promotion des femmes).

La Déclaration et programme d'action de Beijing (1995).

Les Objectifs de Développement Durable (2015) : ODD 5 sur l'égalité entre les sexes.

Les recommandations générales prises par le Comité des Nations Unies entre 1986-1997 sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

La Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

La Convention sur les pires formes de travail des enfants (1999).

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2000)

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, et concernant la participation des enfants aux conflits armés (2000).

**Instruments
régionaux**

La Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará) (1994).

La Convención Americana sobre Derechos Humanos o Pacto de San José de Costa Rica (1969).

El Protocolo Adicional a la Convención Americana sobre Derechos Humanos en materia de Derechos Económicos, Sociales y Culturales o Protocolo de San Salvador (1998).

La Carta Democrática Interamericana, aprobada el 11 de septiembre de 2001 en Lima, Perú.

La Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011).

Le Plan d'action sur l'égalité des sexes (2016-2020).

Les lignes directrices de l'Union Européenne sur les violences contre les femmes et la lutte contre toutes les formes de discrimination à leur encontre (2008).

Le protocole de la Charte africaine des droits humains et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (2003).

La Déclaration de Kampala sur la prévention de la violence fondée sur le genre en Afrique (2003).

La Déclaration pour la promotion des femmes dans la région de l'ASEAN (1988).

FICHE 19

LISTE DE RESSOURCES SUR L'APPROCHE GENRE DANS LES PROJETS DE DROITS HUMAINS

En Espagnol

- **Manual y caja de herramientas de perspectiva de género para talleres comunitarios.** Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura México, 2018. Material de auto instrucción para que diferentes actores puedan preparar sus materiales, planear un taller y facilitarlo a nivel comunitario. Disponible en: <http://www.fao.org/3/i9926es/i9926ES.pdf>
- **Caja de herramientas prácticas en género. Guías de facilitación y manual de participantes.** OXFAM Perú, 2014. Cinco módulos dirigidos a organizaciones que quieren fortalecer y ampliar sus conocimientos en materia de género, incluido el tema de masculinidades. Contiene una guía de facilitación para las personas facilitadoras con los objetivos, la metodología, actividades pedagógicas, y un manual para las y los participantes con explicaciones de conceptos con ejemplos. Disponible en: <https://peru.oxfam.org/que-hacemos-derechos-de-la-mujeres-y-justicia-de-genero/que-es-el-enfoque-de-genero-conoce-nuestra>
- **Caja de herramientas para la equidad de género de la Cooperación Española en Colombia.** AECID, 2013. Incluye un *check-list* sobre la incorporación del enfoque de género en la formulación del proyecto e indicadores para evaluar la inclusión de este enfoque. Disponible en: <http://www.aecid.es/Centro-Documentacion/Documentos/Informes%20y%20gu%C3%ADas/CAJA%20DE%20HERRAMIENTAS.pdf>
- **Escuela Política y Social de Género para las Mujeres de Ciudad Bolívar.** CIASE, 2010. Material que recoge los diferentes módulos trabajados con las mujeres de Ciudad Bolívar en la ciudad de Bogotá. Disponible en: https://issuu.com/ciase/docs/escuela_politica_y_social_de_genero_ok
- **Una lapa en la avioneta. Una mirada feminista sobre las visiones de futuro y los agronegocios en el Vichada-Colombia.** CIASE, 2018. Investigación que relata cómo los agronegocios y monocultivos han generado un conjunto de violencias sexuales, económicas y culturales hacia las mujeres en el departamento de Vichada. No disponible en virtual, consultar con Corporación Taller Prodesal.
- **Un viaje compartido. Un viaje hacia el encuentro constructivo de una caja de herramientas.** CIASE y Fondo Sueco-Noruego de Cooperación con la Sociedad Civil Colombiana, 2018. Caja de herramientas para promover un ejercicio de reflexión permanente que pueda ser llevado a la acción, generando estrategias que permitan alimentar la construcción democrática, argumentativa y de deliberación, desde una visión y práctica feminista. No disponible en virtual, consultar con Corporación Taller Prodesal.
- **Agenda Política de la Mujer Maya del Altiplano Occidental de Guatemala.** Movimiento Tzuk Kim-Pop, 2009. Material que muestra el contexto y la situación social, política y económica de las mujeres mayas en esta zona de Guatemala y la metodología y proceso realizado para la construcción de su agenda política. Disponible en: http://sidocfeminista.org/images/books/13692/13692_00.pdf
- **Experiencia de trabajo en promoción de masculinidades alternativas.** Taller Abierto, Colombia. Documento que incluye la fundamentación conceptual y pedagógica, la metodología y los logros y dificultades del trabajo sobre masculinidades. Disponible en: <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Aascds%3AUS%3Ac9698ba9-8322-44cd-bead-a017d657bdb>
- **Entre hombres, reconociendonos para reflexionar y cambiar. Guía para la promoción de masculinidades alternativas.** Taller Abierto, 2018. Guía que muestra de forma pedagógica y metodológica las experiencias que tuvo Taller Abierto en su trabajo sobre masculinidades. Disponible en: <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Aascds%3AUS%3A7fb53732-d1ff-44eb-8d99-e60ddb052fc7>

- **Promoviendo la salud sexual y la no violencia en familias y comunidades indígenas. Manual del promotor y la promotora.** Taller Abierto, 2011. Documento que incluye guías de capacitaciones, reflexiones, acciones de multiplicación de saberes, orientación y atención de personas en situaciones de VIH-SIDA, violencia sexual o violencia familiar en las comunidades indígenas del sur de Colombia.
Disponible en: <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Ascds%3AUS%3A18a17696-6ed8-4004-a5df-149361c8fa75>
- **Jóvenes promoviendo cultura de paz y derechos.** Taller Abierto, 2018. Muestra las estrategias de trabajo desarrolladas en los cursos de capacitación de promotores y promotoras de Derechos y Cultura de Paz.
Disponible en: <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Ascds%3AUS%3A8511859c-ba18-4576-8e9c-80f933f03881>
- **La afroeducación en procesos comunitarios en el distrito de Buenaventura, Colombia.** Taller Abierto, 2019. Muestra la propuesta pedagógica desarrollada por Taller Abierto que incluye diferentes actividades educativas y brindar las herramientas e insumos necesarios que conducen al empoderamiento de las comunidades afrocolombianas de Buenaventura y del Pacífico Colombiano.
Disponible en: <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn%3Aaaid%3Ascds%3AUS%3A60ed30a7-0823-443b-b348-4fc83bc206fb>
- **Manual sobre Triatlón "El desafío de género".** Corporación Taller Prodesal, Colombia. Guía para el desarrollo oportuno de la triatlón "Desafío del Género", documento inspirado en el establecimiento de actividades y la definición de roles que contribuyan a la instauración de modelos sociales y dinámicas que incluyan y reivindiquen el rol de la mujer en condiciones equitativas, respeten y dignifiquen de igual forma sus derechos y los de los seres humanos en general.
No disponible en virtual, consultar con Corporación Taller Prodesal.
- **Histo Cartillas para principiantes. Construyendo ciudadanía y asociatividad con enfoque de género. La Historia de Genaro y Brunilda. Proyecto SIMMA, Corporación Taller Prodesal,** Módulos con estrategias y ejercicios para desarrollar con niños/as, adolescentes y jóvenes sobre el enfoque de género.
No disponible en virtual, consultar con Corporación Taller Prodesal.
- **Aprendiendo a protegernos. Módulo de capacitación para facilitadores/as en defensa de los derechos de los/as niños/as y los/as adolescentes.** Movimiento de Promoción por los Derechos Humanos de las Mujeres, AMHAUTA, 2015. Tres módulos de capacitación para facilitadores/as que trabajan con niños, niñas y adolescentes, madres y padres de familia, operadores de justicia, líderes/lideresas de grupos organizados y docentes de diversas instituciones educativas.
No disponible en virtual, consultar con AMHAUTA.
- **O Sertão é Dentro da Gente. Video reportaje la pedagogía de la alternancia, bajo la experiencia de EFASE.** En su propuesta central no se aborda el tema de género, sin embargo se han producido reflexiones, contenidos y experiencias sobre el tema.
Material en portugués: <https://www.youtube.com/watch?v=qtWNLQpviOI&app=desktop>
- **Foro Internacional "Las mujeres hablando sobre seguridad. Propuestas para un país en transición", CIASE.** Video que muestra la participación de las mujeres colombianas de organizaciones sociales en el foro con las fuerzas armadas de Colombia para producir diálogos y propuestas de seguridad.
Disponible en: <https://www.youtube.com/watch?v=JUas7zyJ01E>
- **Mujeres jóvenes constructoras de Paz, CIASE.** Video que muestra las experiencias en el proyecto que involucró a mujeres jóvenes para incidir y formarse en la cultura de paz en Colombia.
Disponible en: <https://www.youtube.com/watch?v=5jf56xZVbP4>
- **Mujeres tejiendo la historia, Movimiento Tzuk Kim-Pop.** Documental que muestra la historia de varias mujeres que desde su Ser Mujer se han organizado para dignificar las reivindicaciones históricas de las ancestras y seguir rompiendo cadenas patriarcales. Mujeres que se atreven en Guatemala a transformar su realidad a través de una lucha consciente y llena de fuerza.
Disponible en : <https://www.youtube.com/watch?v=MqPIB88OF9U>

En Français

- **Boîte à outils genre de l'Agence Française de Développement : Éducation, Formation professionnelle et Emploi.** AFD, 2016. Guide pour intégrer le genre dans le cycle du projet sur le sujet.
Disponible en : <https://www.afd.fr/fr/boite-outils-education-formation-professionnelle-et-emploi>
- **Boîte à outils genre de l'Agence Française de Développement : Diligences environnementales et sociales.** AFD, 2018. Guide avec des outils pour faciliter la prise en compte des enjeux de genre dans les processus d'évaluation environnementale et sociale des opérations financées par l'AFD.
Disponible en : <https://www.afd.fr/fr/boite-outils-genre-diligences-environnementales-et-sociales>
- **Boîte à outils sur le genre pour observateurs des Institutions Financières Internationales.** Gender Action, OXFAM NOVIB, 2013. Outils sur le genre pour aider les organisations de la société civile à enquêter, à prendre compte du genre dans le cadre de leurs activités.
Disponible en : http://www.genderaction.org/FR_IFI-Watcher%20Toolkit.pdf
- **Guide d'appui à l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités dans les associations. L'égalité en pratique dans les associations.** Délégation Interministérielle à l'Innovation sociale et l'Économie Sociale, Union Nationale des Associations Territoriales Retravailler, 2005. Outils pour mesurer et analyser la situation des femmes et des hommes dans son association, fiches d'analyse des freins, arguments pour les dépasser, changements et « bonnes pratiques », fiches « plans d'action » et indicateurs permettant d'évaluer son plan.
Disponible en : https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/guide_d_appui_Retravailler-2.pdf
- **Manuel de formation sur les droits des femmes à l'endroit des Organisations Endogènes des Femmes (ASSIWA) dans la région des Plateaux au Togo.** Action Sud, 2018. Contient 5 modules pédagogiques pour aborder les sujets autour des droits des femmes.
Non disponible en virtuel, à consulter avec Action Sud.
- **Présentation Centre d'Apprentissage Populaire.** ALPHADE, Sénégal. Documentaire qui montre l'expérience de formation pour l'insertion professionnelle des jeunes déscolarisés et analphabètes.
Disponible en : <https://www.youtube.com/watch?v=7XJNU5SagHU&feature=youtu.be>

En Anglais

- **Men and Masculinities. Promoting Gender Equality in the World of Work.** International Labour Office, 2013. Toolbox with key concepts, examples and good practices in the work of masculinities. Available in: https://www.ilo.org/gender/Informationresources/WCMS_232755/lang--en/index.htm
- **Gender-Responsive Project Management. A practical Guide.** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, 2018. Toolbox about the gender mainstreaming in the Project Cycle.
Available in: <https://www.genderingermadevelopment.net/custom/images/contentBilderGalerie/bilderGalerie1000502/Giz-Gender-sensitive-project-management-2017-EN.pdf>
- **Gender and Indicators Cutting Edge Pack.** Bridge Development. Document with the information about what, why and how create indicators for measuring the gender on the projects.
Available in: http://www.bridge.ids.ac.uk/reports_gend_CEP.html#Indicators